JUSTICE ACTUALITÉS REPORT

Volume 28 No. / N° 1
WINTER •• HIVER 2013

DON'T FORGET! N'OUBLIEZ PAS!

34th Canadian Congress on Criminal Justice
2013
Congrès canadien de justice pénale 34e

THE STUDENT SPACE! L'ESPACE ÉTUDIANT!

CALL FOR CANDIDATES
Board of Directors

APPEL DE CANDIDATURES
Conseil d'aministration

JUSTICE
ACTUALITÉS REPORT

Volume 28 No. / N° 1

The **JUSTICE REPORT** contains information of value to Association readers and the public interested in matters related to the administration of justice in Canada. Opinions expressed in this publication do not necessarily reflect the Association's views, but are included to encourage reflection and action on the criminal justice system throughout Canada. For more information on the activities of the CCJA, please contact: •• L'**ACTUALITÉS-JUSTICE** renferme des renseignements utiles aux lecteurs de l'Association et au public qui s'intéressent aux questions relatives à l'administration de la justice au Canada. Les opinions qui sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Association, mais y figurent afin d'encourager à réfléchir et à agir sur la justice pénale dans tout le Canada. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les activités de l'Association, veuillez communiquer avec :

CANADIAN CRIMINAL JUSTICE ASSOCIATION
ASSOCIATION CANADIENNE DE JUSTICE PÉNALE

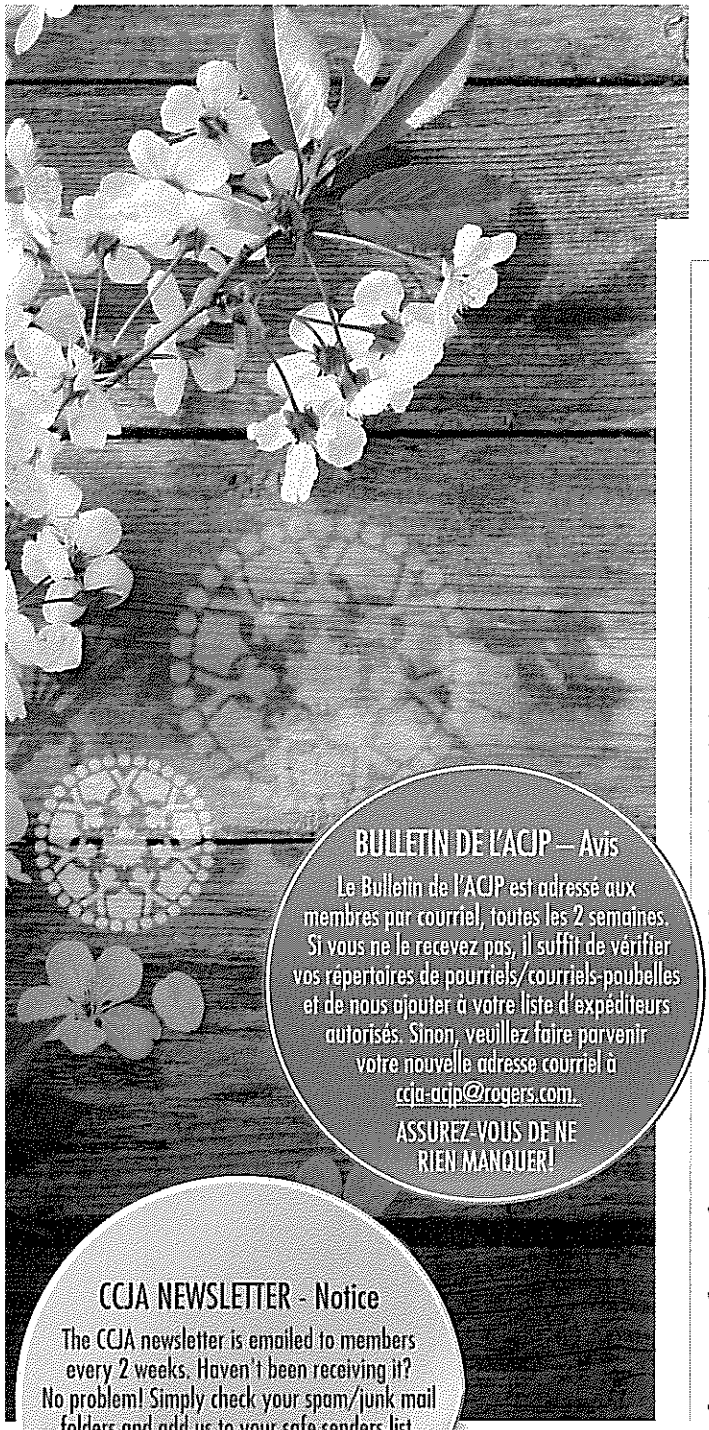
101-320, av. Parkdale Ave., Ottawa,
Ontario, Canada K1Y 4X9

613 725.3715 613 725.3720
ccja-acjp@rogers.com •• www.ccja-acjp.ca

ISSN: 0823-9436

Nancy Wright Editor •• Rédactrice

© 2013 CCJA-ACJP. All Rights Reserved. Tous droits réservés.



BULLETIN DE L'ACJP — Avis

Le Bulletin de l'ACJP est adressé aux membres par courriel, toutes les 2 semaines. Si vous ne le recevez pas, il suffit de vérifier vos répertoires de pourriels/courriels-poubelles et de nous ajouter à votre liste d'expéditeurs autorisés. Sinon, veuillez faire parvenir votre nouvelle adresse courriel à ccja-acjp@rogers.com.

ASSUREZ-VOUS DE NE RIEN MANQUER!

CCJA NEWSLETTER - Notice

The CCJA newsletter is emailed to members every 2 weeks. Haven't been receiving it? No problem! Simply check your spam/junk mail folders and add us to your safe senders list. Otherwise, please send your new address to ccja-acjp@rogers.com.

DON'T MISS OUT!

4 **EDITORIAL**
By Irving Kulik

5 **ÉDITORIAL**
Par Irving Kulik

6 **CALL FOR CANDIDATES** - BOARD OF DIRECTORS

8 **APPEL DE CANDIDATURES** - CONSEIL D'AMINISTRATION

10 **BEHIND THE WALLS: TEACHERS TEACHING YOUTH IN CUSTODY**
By Rhonda Nelson · Résumé français à la page 14

15 **STUDENTS AND JUSTICE EDUCATION**
By Doug Heckbert · Résumé français à la page 17

18 **POETIC JUSTICE**
By Margot Van Sluytman · Résumé français à la page 19

20 **CCJA AWARDS | PRIX D'EXCELLENCE ACJP**

THE STUDENT SPACE L'ESPACE ÉTUDIANT

22 **EVERYBODY'S NIGHTMARE 'DEALING WITH THE DEVIL'**
By Deborah Glover · Résumé français à la page 25

26 CCJA - CRIMINAL JUSTICE HIGHLIGHTS
BILL C-10: THE SAFE STREETS AND COMMUNITIES ACT
By Irving Kulik

27 ACJP - FAITS SAILLANTS DES MESURES DE JUSTICE PÉNALE COMPRISES DANS LE
PROJET DE LOI C-10: LOI SUR LA SÉCURITÉ DES RUES ET DES COMMUNAUTÉS
Par Irving Kulik

28 **2013: Y A-T-IL ENCORE DE L'ESPOIR POUR LES PERSONNES QUI SONT CONDAMNÉES À UNE SENTENCE À VIE?**
Par Joanie Laganière · English abstract on Page 31

32 **CCJA - BASIC FACTS IN FEDERAL CORRECTIONS**
By Irving Kulik

35 **ACJP - QUELQUES DONNÉES FACTUELLES AU SUJET DES SERVICES CORRECTIONNELS FÉDÉRAUX**
Par Irving Kulik

39 **COMING EVENTS | PROCHAINS ÉVÉNEMENTS**

EDITORIAL

BY IRVING KULIK, Executive Director of CCJA

This volume of the *Justice Report* brings you a number of exciting announcements and updates. First, you will see The Student Space continue to grow. Following up on its introduction in the last volume and the invitation from the CCJA President, Roland LaHaye, you will see more articles submitted by students. For many years we have been focused on ways to introduce students to CCJA membership by, amongst other measures, offering a very nominal student rate. After all, this is the best way to create long term membership and, indeed, leadership in the Association. With the launch of The Student Space we have created an additional portal for student involvement. I would like to thank our Membership Committee and Nancy Wright for developing this initiative and investing so much time in overseeing its successful introduction. We are hopeful that students will continue to contribute articles regularly for the *Justice Report* and see their names published in this national publication.

In this volume we are also announcing the commencement of the 2013 election cycle. While the details are found elsewhere in this publication, I would like to point out that there are 11 positions open as Directors of the Board. This is therefore an excellent opportunity for the next generation of leaders to put their names forth as nominees. We have seen students who had taken on committee work in the past graduate to Board leadership. We hope to see this continue in this round.

Finally, you will read about the new Awards nomination process. While CCJA has honoured worthy individuals with various categories of awards at every Congress, the Awards Committee headed by Past President Hugh Osler, has revamped and modernized the process for this year. Nomination forms will be available online and the process will be far more streamlined, seamless and user-friendly. Again, we are looking for worthy candidates to be nominated and honoured in October.

This brings me of course to the biggest event that we organize and deliver every two years, Congress. Congress 2013 is being co-hosted with the British Columbia Criminal Justice Association and will take place at the elegant Hyatt Regency Vancouver from October 2-5. The Congress programme is now posted on our website and a quick review will attest to the fact that this will be the most exciting and comprehensive one ever. In addition, it will be the most international one as we are expecting presentations from representatives of Singapore, Hong Kong, Trinidad & Tobago, Australia and the United States. While I recognize that many departments have introduced expenditure restrictions, I am hopeful that Congress 2013, like all previous Congresses, will continue to be viewed as the superlative criminal justice training and networking event in Canada. It will be an event not to be missed! Hope to see you there.

ÉDITORIAL

PAR IRVING KULIK, Directeur général, ACJP

Ce numéro d'*Actualités-Justice* vous propose plusieurs annonces et mises à jour enthousiasmantes. Vous constaterez d'abord que L'Espace étudiant continue de prendre de l'expansion. Cet espace a été introduit dans le dernier numéro à l'invitation du président de l'ACJP, Roland LaHaye, et vous pourrez y lire un plus grand nombre d'articles rédigés par des étudiants. Nous avons tenté pendant de nombreuses années de trouver des moyens d'inciter les étudiants à devenir membres de l'ACJP, notamment par le truchement de cotisations très minimes pour une adhésion étudiante. Après tout, il s'agit là de la meilleure façon d'assurer des adhésions à long terme, voire de développer le leadership de l'Association. En lançant L'Espace étudiant, nous avons créé des occasions supplémentaires d'implication étudiante. J'aimerais remercier notre Comité chargé de la stratégie d'adhésion ainsi que Nancy Wright, qui ont conçu cette initiative et ont consacré beaucoup de temps à assurer sa mise en œuvre réussie. Nous espérons que les étudiants continueront de nous soumettre sur une base régulière des articles pour publication dans *Actualités-Justice* et qu'ils aimeront voir leur nom publié dans cette publication nationale.

Nous profitons aussi de ce numéro pour annoncer le début du cycle d'élection 2013. Bien que les détails apparaissent ailleurs dans ces pages, j'aimerais souligner qu'il y a 11 postes à pourvoir au conseil d'administration. Il s'agit conséquemment d'une excellente occasion pour la prochaine génération de dirigeants de poser leur candidature. Nous avons été témoins par le passé d'étudiants qui ont accédé au conseil d'administration, après avoir œuvré au sein d'un comité. Espérons que l'élection actuelle permettra que ce processus se poursuive.

Enfin, vous pourrez également prendre connaissance du nouveau processus de mise en candidature pour les Prix de l'ACJP. Bien que l'Association ait décerné des prix à diverses personnes méritoires à chacun de ses congrès, le Comité des prix honorifiques, dirigé par l'ex-président de l'ACJP, Hugh Osler, a réorganisé et modernisé le processus. Des formulaires de mises en candidature seront affichés en ligne, rendant le processus plus simple, plus homogène et plus convivial. Encore une fois, nous sommes à la recherche de personnes méritoires pouvant être mises en candidature et honorées en octobre prochain.

Cela m'amène naturellement à vous parler de l'événement le plus important que nous organisons et présentons tous les deux ans : notre congrès. Le Congrès 2013 sera présenté conjointement par l'ACJP et l'Association de justice pénale de la Colombie-Britannique et se déroulera au chic hôtel Hyatt Regency de Vancouver, du 2 au 5 octobre. Le programme du congrès est maintenant affiché sur notre site Web et une lecture rapide permettra de constater que ce congrès sera l'un des plus stimulants et des plus complets à ce jour. Il s'agira, en outre, du plus international puisque que nous nous attendons à des exposés par des représentants de Singapore, de Hong Kong, de Trinité-et-Tobago, de l'Australie et des États-Unis. Bien que je sois au courant que de nombreux ministères ont introduit des compressions de dépenses, j'espère que le Congrès 2013, comme nos congrès passés, continuera d'être perçu comme l'événement de formation et de réseautage par excellence au Canada. Il s'agira d'un événement incontournable. Nous espérons vous y voir.

CANADIAN CRIMINAL JUSTICE ASSOCIATION

CALL FOR CANDIDATES
BOARD OF DIRECTORS

TO: All members of the Canadian Criminal Justice Association
FROM: Hugh Osler, Chair, Nominating Committee

Dear Colleagues,

It is time to begin the election process for 2013.

All members may stand for election to the Board as well as vote for the candidate of their choice in every jurisdiction having a vacancy.

1. The vacancies to be filled in 2013 from each jurisdiction are as follows:

- 1 vacancy in British Columbia
- 1 vacancy in Alberta
- 1 vacancy in Saskatchewan
- 1 vacancy in Prince Edward Island
- 1 vacancy in Manitoba
- 1 vacancy in Newfoundland and Labrador
- 1 Vacancy for the Territories
- 4 vacancies: Directors At Large

2. You may nominate yourself or others.

3. Those whose terms will expire may be re-nominated, so long as they have not already served three consecutive terms, as per article 5.05 of the Association's Bylaws.

4. Each nominee must...

(a) ...be **A MEMBER IN GOOD STANDING** of the Association;
(b) ...reside in the province for which he or she is nominated; and
(c) ...fill out, sign, and date the attached Candidacy Form.

5. Newly elected Directors will commence their terms of office **at our next Annual General Meeting in Vancouver, British Columbia, in October 2013. These terms of office shall expire in 2017.**

Each member wishing to be a candidate for the Board of Directors must complete the attached Candidacy Form and return it to the Canadian Criminal Justice Association. **We must receive it no later than May 30, 2013** by fax (613.725.3720), by email (wright_nancy@rogers.com) or by mail to 101 - 320 Parkdale Avenue, Ottawa, ON K1Y 4X9. Please note the Candidacy Form may also be downloaded from our website (ccja-acjp.ca).

Talk to your colleagues, consult your local Affiliate. We are always looking for motivated individuals to ensure the Association remains dynamic and forward looking.

CANDIDACY FORM

CANADIAN CRIMINAL JUSTICE ASSOCIATION
101 - 320 Parkdale Avenue, Ottawa, ON K1Y 4X9
Email: wright_nancy@rogers.com Télécopieur: 613.725.3720

I, (please print) _____, am a **MEMBER IN GOOD STANDING** of the Canadian Criminal Justice Association. I wish to stand for election or nominate the following person-member in the following jurisdiction:

_____
Province/Territory

_____
Name of the candidate if you are nominating someone else

_____
Signature

_____
Date

PERSONAL AND PROFESSIONAL BACKGROUND
In the box below, please provide an outline of your background to assist our voting members in their decision. Please do not send a curriculum vitae.

Please fill out this form and return it to the above address, email or fax.

ASSOCIATION CANADIENNE DE JUSTICE PÉNALE

APPEL DE CANDIDATURES
CONSEIL D'ADMINISTRATION

À: Tous les membres de l'Association canadienne de justice pénale
DE: Hugh Osler, Chair, Comité de mise en candidature

Chers / chères collègues,

C'est le temps d'entamer le processus d'élection pour 2013.

Tous les membres peuvent se présenter à l'élection du Conseil d'administration. Tous les membres ont le droit de voter pour un(e) candidat(e) de leur choix dans la province ou le territoire où il y a un poste à combler.

1. Les postes à combler en 2013 sont les suivants :

- 1 poste en Colombie-Britannique
- 1 poste en Alberta
- 1 poste dans les Territoires
- 1 poste en Saskatchewan
- 1 poste au Manitoba
- 1 poste à l'Île-du-Prince-Édouard
- 1 poste à Terre-Neuve-et-Labrador
- 4 postes à titre individuel

2. Vous pouvez soumettre votre propre candidature ou celle de quelqu'un d'autre.

3. Tous ceux et celles dont le mandat se termine peuvent poser leur candidature, en autant qu'elles ou ils n'aient pas déjà complété un troisième mandat, en vertu de l'article 5.05 des statuts et règlements de l'Association.

4. Chaque personne candidate doit :

(a) être **MEMBRE EN RÈGLE** de l'Association;
(b) résider dans la province ou le territoire pour lequel elle se présente;
(c) dûment compléter, signer et dater le formulaire de mise en candidature.

5. Toutes les personnes nouvellement élues débuteront leur mandat **à la prochaine Assemblée générale annuelle à Vancouver, Colombie-Britannique en octobre 2013. Ces mandats seront en vigueur jusqu'en 2017.**

Chaque membre désirant poser sa candidature au Conseil d'administration doit compléter le formulaire se trouvant au verso de la page, le dater, le signer et le retourner à l'Association canadienne de justice pénale. **Nous devons recevoir le tout au plus tard le 30 mai 2013** soit par télécopieur (613.725.3720), par courrier électronique en scannant le formulaire (wright_nancy@rogers.com) ou par la poste au 101 - 320, avenue Parkdale, Ottawa, ON K1Y 4X9. Veuillez noter que le formulaire de candidature peut également être téléchargé de notre site Web (ccja-acjp.ca).

Parlez-en à vos collègues, consultez votre Affiliée; nous sommes toujours à la recherche de personnes dynamiques afin d'assurer que l'association demeure pertinente et orientée vers l'avenir.

FORMULAIRE DE MISE EN CANDIDATURE

ASSOCIATION CANADIENNE DE JUSTICE PÉNALE
101 - 320, avenue Parkdale, Ottawa, ON K1Y 4X9
Adresse courriel : wright_nancy@rogers.com Télécopieur : 613.725.3720

Je, (en lettres moulées svp) _____, **SUIS UN MEMBRE EN RÈGLE** de l'Association canadienne de justice pénale. Je désire présenter ma candidature ou le candidature de la personne-membre nommée ci-dessous pour le poste suivant :

_____
Province/Territoire

_____
Nom du candidat (si vous soumettez la candidature de quelqu'un d'autre)

_____
Signature

_____
Date

ANTÉCÉDENTS PERSONNELS ET PROFESSIONNELS

Veuillez utiliser la case ci-dessous pour nous fournir un résumé de vos antécédents (ou ceux de la personne nominée) afin d'éclaircir le choix des électeurs. S'il vous plaît ne pas faire parvenir un curriculum vitae.

BEHIND THE WALLS: TEACHERS TEACHING YOUTH IN CUSTODY

BY RHONDA NELSON, PhD, is a private consultant and the contracted Director of Education for the Paul Dojack Youth Centre (PDYC) in Regina, Saskatchewan

People are curious and often ask what it is I actually do for a living as a private consultant. When I tell them about my current contract as Director of Education for the youth centre, more questions often follow! Here's an example of what I'm talking about: *"So what are you doing now?" "I serve as Director of Education with the Paul Dojack Youth Centre." "Dojack...what's that?" "It's a custody facility for youth who have been charged and are awaiting sentencing, or who have already been sentenced, for serious infractions of the Criminal Code". Silence. "There's a school there?"*

It perhaps does not come as a surprise that individuals far removed from criminal legal entanglements would have limited knowledge of such a facility let alone about what happens 'within the walls' in terms of educational achievement. So, what comprises 'schooling' for youth in custody?

'SCHOOLING' FOR YOUTH IN CUSTODY

In Saskatchewan, each of the youth custody facilities has an educational program that incorporates unique characteristics related to its own physical structure. However, there are more similarities than differences among them due to the network of collegial support that the teachers and administrators have made possible. This article provides information about the role and function of teachers within one facility, the Paul Dojack Youth Centre (PDYC) located in Regina, Saskatchewan.

THE PAUL DOJACK YOUTH CENTRE (PDYC) - HOW IS LEARNING FACILIATED?

Youth within the PDYC have access to educational programming based on the same provincially mandated curricula used by schools within school divisions throughout the province, making the 'what' of learning the common foundation. The differences between the PDYC classrooms and those of community-based schools lie in 'how' learning is facilitated. There are significant variances from the regular education system that add to both the challenge and the enjoyment of being an educator within it.

"You like it?" "Like what?" "Working there?" "Yes, I do." "The teachers like it?" "Yes." Silence. "Why?"

The Youth

The majority of youth who enter the PDYC have spent considerable time on the streets, and display behaviours and mannerisms consistent with that environment. Many are highly skilled in manipulating people and situations. Most often, survival of the fittest has been their experience and forms their style of interaction with others. When a youth first enters the Paul Dojack Youth Centre, he or she will exhibit an array of behaviours, often related to the effects of drugs and alcohol, along with opposition to authority. Compliance and conformity to the rules of the facility come over time as the effects of the outside influences wane.

A significant number of the youth placed within the PDYC require upgrading/remediation due to a combination of factors having had a significant influence on their learning, such as being out of school for a large number of years, transiency during school attendance creating gaps in learning, learning difficulties, and substance-use, among others. In the 2011-2012 school year, in the population of sentenced youth, 24% were found to be functioning academically at the K – 6 grade levels; 26% were functioning at the grade 7 – 9 level; and the remaining 50% were found to be functioning at a grade ten or higher level. There has also been the occasional youth who demonstrated pre-literacy and emerging mathematics skills.

Many youth are returnees and know the system. For them, adjustment time is shorter. Some youth have been through the

PDYC over and over and will ask to be placed in the same dorm. The PDYC teachers may see a youth enter and exit their dorm classroom only to return again within a single calendar year, while some youth who are released may return to PDYC a number of times over a range of years. The youth get to know the teachers as staff turnover is low.

Within the PDYC, the youth let down their guard over time, allowing their teachers to get to know them both as learners and as human beings. Many are very artistic and demonstrate a high level of skill in working with their hands, either in art or woodworking. Some will risk developing a relationship with their teachers, reaching out to learn, allowing themselves the luxury of enjoying positive social contact. They are survivors, having more life experience already by the time they enter the PDYC than do most adults on the 'outside'.

Common Underlying Learning Characteristics

The majority of the youth entering the PDYC have some common underlying learning characteristics. They most often lack problem-solving skills, are poor listeners and have major boundary issues when relating to other people. They may lack study skills, demonstrate limited mathematical skills, display very low levels of general knowledge about what is considered the 'regular world', and not be able to deal well with 'bad news', whether that be a scheduling change in their day or a time delay for some event. The teachers are adept at 'falling back' to the functional level of the youth and proceeding from there. The teachers all share the view that each youth is to be "met where they are at".

The teachers describe the youth as being quite likeable, and they enjoy watching them develop over time. Change occurs with almost all of the youth over the span of their sentence. With structure, routine, enough sleep, proper nutrition, and opportunities to experience success, they begin to feel good and demonstrate their potential. Many of the youth have creative ways of thinking and a few have very good social skills.

"What do the teachers do with the kids? It can't be like a real classroom...is it? After all, those kids aren't in the regular system...""The teachers do have some challenges, but what they do is the same as their 'regular system' colleagues." Silence. "But..."

The Educational Program for Incarcerated Youth

The teachers use curriculum-based assessment screens to establish levels of academic functioning. For those youth whose functional academic level is significantly below their age-appropriate grade, a period of upgrading/remediation provides them with the time and intensive support to acquire the knowledge and skills that are required to function within the curricular offerings closer to their developmental level. The youth are then engaged with curricular content at the highest instructional level achieved during the period of upgrading/ remediation. Each classroom is, in essence, very similar, to the concept of a 'one-room schoolhouse', with varying grades and ability levels.

There is no common 'start date' of school in the PDYC. Every day provides a potential new school beginning as there is continual intake. Youth could arrive at any hour during the day or on any day of the week. The same is true for those youth being released or moved to another facility. They could leave at any time. It is possible a teacher could go home on a Friday afternoon to return on Monday morning to find a reconfigured class of students.

Personalization: The learning needs and grade requirements of each student vary considerably

Each of the curricula has been developed into a series of learning modules allowing the educational program for each youth to be personalized according to both the learning needs of the student and the curricular requirements to be fulfilled within the grade level. As the ages of the youth in any of the dorms can fall anywhere within the range specified by the *Youth Criminal Justice Act*, the potential for multiple curricular levels is extensive. Similar to teachers in school divisions, the teachers at the PDYC have to be knowledgeable of the curricular content, outcomes and indicators for each of the subject areas in which they teach. The difference lies in the range of grade levels within each subject area. The teachers in the PDYC must have knowledge of their curricular areas across the elementary and secondary levels.

Extensive Recordkeeping

Each school day is a defined period of time for the teachers. Due to the potential that a youth could leave or be transferred out of the PDYC with little notice, extensive recordkeeping is required daily. Assignments are marked in class upon completion, while attendance and behavior observations are recorded during each class period. All educational records must be complete at the end of each day so as to be ready to accompany the youth if a move is mandated.

The teachers must be well prepared for the following day's classes, with all items required at the ready as even slight delays can cause an escalating behavioral situation and changes can occur swiftly. When youth move from dorm unit to dorm unit, their individualized work plans move as well and are continued by the receiving teachers. As each teacher is familiar with all levels of the curricula, there is no break in instruction, no delay, and no difference in expectations, allowing the youth to experience consistency. Regardless of placement, each youth is monitored for frustration level during classes. Changing a task or modifying the pace or its length are examples of quick responses teachers use to avert anger outbreaks by the youth.

"How does it work? What does their day look like?" "Each day has the potential to be very, very different, but there are some common threads that run through their role."

Humor is a staple

Humor is a staple of the interactions among the teachers and the youth, both in conversation among themselves and with each other. It is an important outgrowth of the underlying beliefs and attitudes valued by the teaching staff that also serves to diffuse situations and relieve the stress of the moment.

Respect and a standard of behaviour are fostered

Respect for cultural, ethnic, racial and religious backgrounds is fostered within the classroom settings. The teachers model appropriate social interactions among themselves as well as the youth, which then set a standard of behaviour. Over time the youth come to demonstrate that same respect.

Extracurricular activities

While the majority of the daily interactions with the youth occur within the classroom, the teachers are also involved in activities with them in the open common area of the dorm. It is during these times that the youth experience activities that approximate those that occur in families. The teachers' day begins early in the morning so they can join their dorm group of youth for breakfast.

Games that promote thinking and reasoning

Around the table, conversation focuses on the 'usual' family-type topics: thoughts about the upcoming day, activities that may have been part of the previous evening, or reminders of upcoming events. During a short break mid-morning and mid-afternoon the teachers sit with the youth in the common area and play board or card games that promote thinking and reasoning. At lunch the teachers again eat with the youth, engaging them in the social skill of conversation. At four o'clock the teachers leave the facility, as the evening counselors take over with additional programming. Over the course of their day, the teachers will have had almost continuous contact with the youth.

Combating the throw-away attitude towards education

A challenge for the teachers within the PDYC rests on the 'throw-away' attitude the youth have towards education. They do not see any benefit. Many of the youth are part of a subculture of criminality upon arrival at the PDYC, which significantly influences how they see themselves and what lies ahead. They do not see education as a stepping-stone to any part of their future. For some, their time at the PDYC represents a brief respite from the demands of their lives. As they begin to experience success and progress which are unfamiliar occurrences within their educational careers to date, most do not even see the classroom time at the PDYC as 'real school'. As the youth accrue incremental achievements, the teachers assist them to see how the skills and knowledge they are acquiring can be transferred 'outside'.

Building foundations: Teaching youth how to learn
In addressing their educational and experiential gaps, the youth are taught how to learn, not just what to learn. Complementary skills common between or among subject areas are highlighted and reinforced to assist in the generalization of skills. 'Teachable moments' are grasped as highlights during a class. The teachers work to fill in the gaps of knowledge with the youth by being attentive to every opportunity for such informal and unplanned instruction.

Classroom management
The teachers have identified some key elements that they consider a base for classroom management within educational programming provided in the PDYC: clear classroom procedures, consistency, teacher patience, respectful humor, the creation of a quiet, calm environment in the classroom, clear expectations, and ongoing decision-making regarding what to ignore and what to address in terms of behavior. Employing these elements allow the youth extended time spent in learning.

RELATIONSHIP WITH TEACHER KEY TO ACADEMIC ACHIEVEMENT
"So some of these kids do well in their classes?" "Oh yes. They take pride in what they accomplish too." "But are these courses 'real ones' – ones that count toward a diploma?"

The youth within Paul Dojack Youth Centre do realize a high level of academic achievement despite the challenges and the reality of their situations. While a number of factors contribute to the degree of success these youth experience, of major importance is the effort made by the teachers to establish relationships with the youth, who, when such a relationship is born, will respond with openness, effort and a sincere desire to please. Significant progress is then attained. Of equal importance is the curricular knowledge base of the teachers.

Aside from the curricular needs of those youth who require upgrading/remediation, most secondary level courses offered by the PDYC are at the grade 10 level, although a significant number are at the grade 11 level. The fewest courses offered are at the grade 12 level and all those are non-academic. When academic grade 12 courses are required by youth in closed custody, they are provided through an adult campus program that is part of a local school division. Course resources are transported back and forth between the PDYC and the teachers within the facilitating program who provide the learning materials and mark all assignments. Youth complete their assignments in class at the PDYC. However, youth within open custody who require grade 12 academic courses are transported to the adult campus program on a daily basis.

Some great success stories - Grade 12 in Custody
The teachers focus on the successful completion of high school courses as a goal with all the youth. Some of the youth do respond within the learning culture created. In 2011-2012, youth within the PDYC achieved 87 high school course credits, the highest number to date within one school year. In the previous, 2010-2011, school year, and a 'first' for the PDYC, two youth graduated grade 12 while still in custody. The teachers and youth workers of those two youth attended the graduation ceremony with them and their families. It was an event of significant shared pride and excitement.

DO TEACHERS FEEL ALONE AS OPPOSED TO THOSE IN REGULAR SCHOOLS
"These teachers must feel really alone, I would think. If they are not part of the professional network of teachers in the regular system...well, they are by themselves!" "The teachers are part of government – and are government employees. They are not part of the Saskatchewan Teachers' Federation like other regular system teachers are. But, having said that, I would not describe them as being isolated within their profession!"

Belonging
The teachers work to develop, nurture and maintain a strong collegial cohesiveness both within the PDYC and among their colleagues within the other custody facilities. This shared feeling of role and function is built on the common experiences found from day to day through their work. The sharing of modules the teachers have created for various curricula, regular meetings of the custody teachers as a provincial group, and ongoing communication regarding youth who transfer among the facilities all contribute to a supportive community of professionals.

A legacy of expertise and a multi-disciplinary orientation at the PDYC
There is a legacy of educational and professional expertise that runs like a thread through the years of the formation and the continuation of the educational programming in the PDYC. Many of the current teachers have spent their careers there. They have, in essence, 'grown up' professionally within the culture of their workplace. It has influenced and shaped them in their role as teachers. The knowledge of their own professional discipline has been integrated with perspectives from social service and corrections. Their multi-disciplinary orientation is

evident as they use terms and acronyms, and explain processes and procedures within their workplace.

CLOSING COMMENTS

"Well...I had no idea. They have the same work, really, and focus as regular education teachers." "They do." "It kind of seems like an intensive work environment." "It is." "Do any of the kids make it? I mean, out of the justice system?" "Some." "That has to be tough – working so hard with those kids, getting to know them, helping them get so close, and then seeing them come back into the system, or worse." "Every teacher there gets their heart broken at least once."

The teachers at the PDYC engage in a steady refinement of the educational programming as learning needs of the youth change, provincial curricula are renewed or restructured, and more data is collected to assist with program effectiveness. Each year, the teachers' professional development needs are targeted to align with Ministry of Education initiatives. There is no shortage of willingness on the part of teachers to seek further ways to assist youth within the facility or each other. The educational programming remains student-centered and curriculum-focused, edging the youth mandated through their actions to take part in it, to the highest level they can achieve – not unlike their regular education colleagues.• •

À quoi correspondent l'instruction et la réussite scolaire chez l'ensemble des jeunes sous garde et, plus particulièrement, chez les jeunes au Paul Dojak Youth Centre (PDYC) de Regina (Saskatchewan)? Le programme pédagogique est fondé sur le curriculum scolaire, défini par la province, ce qui fait que l'objet de l'apprentissage est commun. Le milieu de garde impose certaines variations du système d'éducation courant; cela présente des défis à relever et ajoute au plaisir d'enseigner, mais veut également dire que les enseignants doivent être extrêmement polyvalents : au nombre des jeunes placés sous garde au PDYC en 2011-2012, une proportion de 24 % fonctionnait au niveau de la 6e année, 26 % aux niveaux de 7 à 9, et 50 % au niveau d'une 10e année ou plus. La plupart des jeunes exhibent des comportements cohérents avec le fait d'avoir passé du temps dans la rue et ont en commun certaines caractéristiques d'apprentissage communes et sous-jacentes. Ils ont vécu en fonction de la loi du plus fort, qui a eu une incidence sur leur style d'interactions à autrui. En 2010-2011, pour la première fois de l'histoire, deux étudiants ont obtenu leur diplôme de 12e année pendant qu'ils se trouvaient au PDYC.

We are saddened to report the loss of a long-time colleague of many CCJA members, Don Demers.

Don passed away on March 13, 2013 in Victoria BC. Don started his distinguished career in criminal justice as a Living Unit Officer at Drumheller Institution in 1973. He obtained his PhD from the University of Alberta (1978) while working as a Parole Officer in Edmonton and as a researcher for the Programs Branch of the Solicitor General of Canada. During the course of his career, he conducted research projects and directed major policy and operational initiatives in corrections at federal and provincial levels, ranging from the implementation of the Young Offenders Act to the reorganizations of correctional systems in Manitoba and British Columbia. His management experience included Head of Manitoba Corrections, Head of BC Corrections, Regional Deputy Commissioner (Pacific) Correctional Service Canada (CSC), and Senior Deputy Commissioner (CSC). Don, who retired in 2007, was acknowledged by his peers across the country for his leadership, insight, judgment, integrity, skills in reorganization and fiscal planning, and his dedication to the public interest.

He will be missed by his family and all his friends and colleagues.

Irving Kulik
Executive Director/Directeur général
Canadian Criminal Justice Association | Association canadienne de justice pénale
613-7253715

STUDENTS & JUSTICE EDUCATION

BY DOUG HECKBERT

Doug Heckbert has worked in the field as a probation officer, parole officer, prison caseworker and supervisor. In addition to working as a College/University instructor, he has experience as a staff trainer, program director and researcher and has a BA and MA from the University of Alberta.

This article addresses students enrolled in post secondary educational programs such as police, law enforcement, criminal justice, human justice, corrections and other, similar programs, in Canada. It is based on the author's 26 years of experience dealing with students in the Correctional Services diploma program at Grant MacEwan Community College (now MacEwan University) located in Edmonton, Alberta.

MISINFORMED STUDENTS... JUST FOR AWHILE

Students take a variety of courses to prepare for entry-level positions in criminal justice and related fields. Some courses deal with abstract and theoretical material, some deal with the application of knowledge and methods of practice in criminal justice, and some are hands-on work in practicum and field placement experiences on the front lines of criminal justice.

Generally, students bring some life experience to the classroom. They bring with them what they have learned about criminal justice from friends, family, peers and the media. Most students eventually acknowledge they have personally broken some laws at some point in their lives; some even admit to fairly extensive criminal conduct but few were actually charged. Some have friends or family members who became involved in criminal activity. Thus, many nonetheless do have their own personal experiences or those of others close to them, to help develop their own understanding of crime and criminal justice.

Some common comments I heard as students began their studies was: *Is that true? That's not what I heard! You mean I have the wrong information?* and *Boy, I sure didn't know that!* Regardless of personal experience, however, students often have wrong or incomplete information about criminal justice, causing them to ask such questions as: *How come murderers only get 25 years in prison? A youth's record goes away when they turn 18, right? How come a guy gets credit for being in custody before trial; he's guilty now? Why all the fuss about offender rights; what about victim's rights? It all depends on whether a Judge 'got laid' last night if a person is sentenced to prison or not! Why don't justice officials do what the public wants? Getting tough on crime will really work, eh?*

The list of misinformed questions and comments about law or professional practice in criminal justice seems endless. On the one hand, I am energized by such statements, as this is an incentive and focus upon which to direct student learning. On the other hand, I am saddened by the prevalence of so much wrong and incomplete information about criminal justice.

A MISINFORMED PUBLIC

What can be done to deal with a misinformed public?

One way, I believe, is for students to take what they are learning in their courses and share this with friends, family members and others with whom they come into contact. This may take some courage because everyone has an opinion (usually not favorable) about criminal justice, but few people are well informed. People lacking accurate information don't like their opinions about criminal justice being challenged, even if their opinions are based on faulty information. Many are more interested in spouting these opinions than getting at truth and reality. They seem more interested in lashing out at the justice system than learning the truth. Those of us with plenty of experience and relevant education can be confident we do know more than many members of the general public and can offer insight and information to help these folks settle down a bit, maybe change their minds, or at least make them receptive to what we have to say. For newcomers to the field, like students, this may involve confrontations that can be rather overwhelming.

STUDENTS HAVE A RESPONSIBILITY TO SHARE

My plea to students is to accept the responsibility of sharing what you are learning; No doubt you'll be criticized: *Is that what they teach you in school? The ivory tower you're in is a lot different than the real world, kid! Where'd you learn that shit?* As a student of criminal justice, you want to get into a career with challenges, right? Well, one challenge for you is to spread the word and tackle head-on inaccurate information with the ultimate weapon, the truth.

A few examples of the answers needed to set people straight:

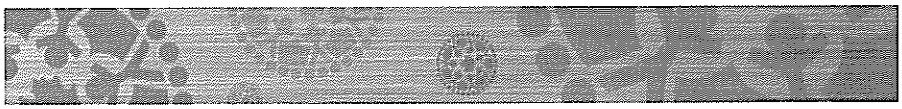
QUESTION/COMMENT 1:

That guy murdered his business partner and only got 25 years. No doubt he'll be out on parole in a few years. There's no justice in that!

INFORMED REPLY:

Well, you have some wrong information. A person in Canada convicted of first or second degree murder is automatically sentenced to life imprisonment; he will spend the rest of his life in prison unless he is released on parole. If released on parole, he will spend the rest of his life on parole. It will only expire 30 days after his death (it takes the Parole Board a few weeks to confirm the death and close the file). In the case of first degree murder, the person must serve 25 years of the life sentence before being considered for parole. Until recently, there was a section of the Criminal Code allowing these "life 25" inmates to apply for parole after 15 years (known as "faint hope"). Did you know that these decisions to accept or reject such an application are made by a jury of 12 citizens, regular folks like you and I? Did you know that in the case of Clifford Olsen, for example, the jury only took a few minutes to reach a decision to reject his application? Did you know that most of the lifers who do get an early release on parole actually do quite well in the community and usually do not pose much of a risk to society?

For those convicted of second degree murder, the sentencing judge can set parole eligibility at 10 to 25 years during the automatic life sentence. Again, inmates



are released on parole for the remainder of their lives. Life is life, no matter what people say – the only variable is whether all that time is to be served in custody or if some can be served under supervision on parole in the community. I often wonder if this is really all that hard for people to understand, or are some people, particularly some politicians, deliberately manipulating the truth?

QUESTION/COMMENT 2:

How come that stupid judge sentenced a murderer to only 25 years?

INFORMED REPLY:

As you know, a person convicted of murder must serve a life sentence of imprisonment unless released on parole; if released on parole, the parole lasts until he or she dies. The Parliament of Canada decides the bit about life imprisonment, not the judge. Parliament gives the judge some discretion regarding parole, but the judge must sentence the person to life imprisonment. That the sentence for murder is 25 years is a common statement heard from the public and the media, but it is wrong (!); the sentence for murder is imprisonment for life.

QUESTION/COMMENT 3:

How can a repeat drunk driver walk from court, avoiding jail time?

INFORMED REPLY:

This was a headline appearing a few years ago in a local newspaper at a time when there was a lot of public discussion about the devastation caused by impaired drivers. Ads on TV, radio and in print urged us not to drink and drive. Politicians deplored the frequency of drive while impaired (DWI), and calls for getting tough on drunk drivers were loud and clear. Buried in the article was a report that the offender had been released into the community, yet the article screamed "Where is justice?" A Letter to the Editor contained the following comment, "How stupid is that? He should be behind bars".

The information in the headline did not make sense to me so I phoned a colleague, a Probation Officer in the court and community in question, to ask, and he replied: *The judge really threw the book at the guy! He was placed on probation for three years (the longest time possible as per the Criminal Code), ordered to report to me every two weeks during this time, ordered to attend AA or an alternative alcohol treatment program, and ordered to attend counseling once a month. He has to stay within the jurisdiction of the Court, cannot drive, he has to work or attend school, notify me of any changes, and he has to behave himself. If not, back to Court he goes! Any time during these three years he could be sentenced on the original charge or could face new charges for breaching the conditions of probation. He really got slammed by the Judge!*

Let's face it, a few days in jail or three years being closely watched in the community... which of these sentences is tougher on crime? Too bad the media only reported part of the truth about this case.

WHAT ELSE CAN STUDENTS DO TO EDUCATE THE PUBLIC?

What else can you as a student do to contribute to a better-informed public on matters relating to crime and criminal justice in Canada?

- Tell others what you are learning – be confident. Your application into a post-secondary criminal justice program was accepted (not every applicant is successful). Your instructors have measured your knowledge and skill, have judged you are progressing well and are assured of the potential that you have to be successful in the justice field.

- Take out your *Criminal Code, Youth Criminal Justice Act* and other statutes; show folks the laws, concepts and procedures.

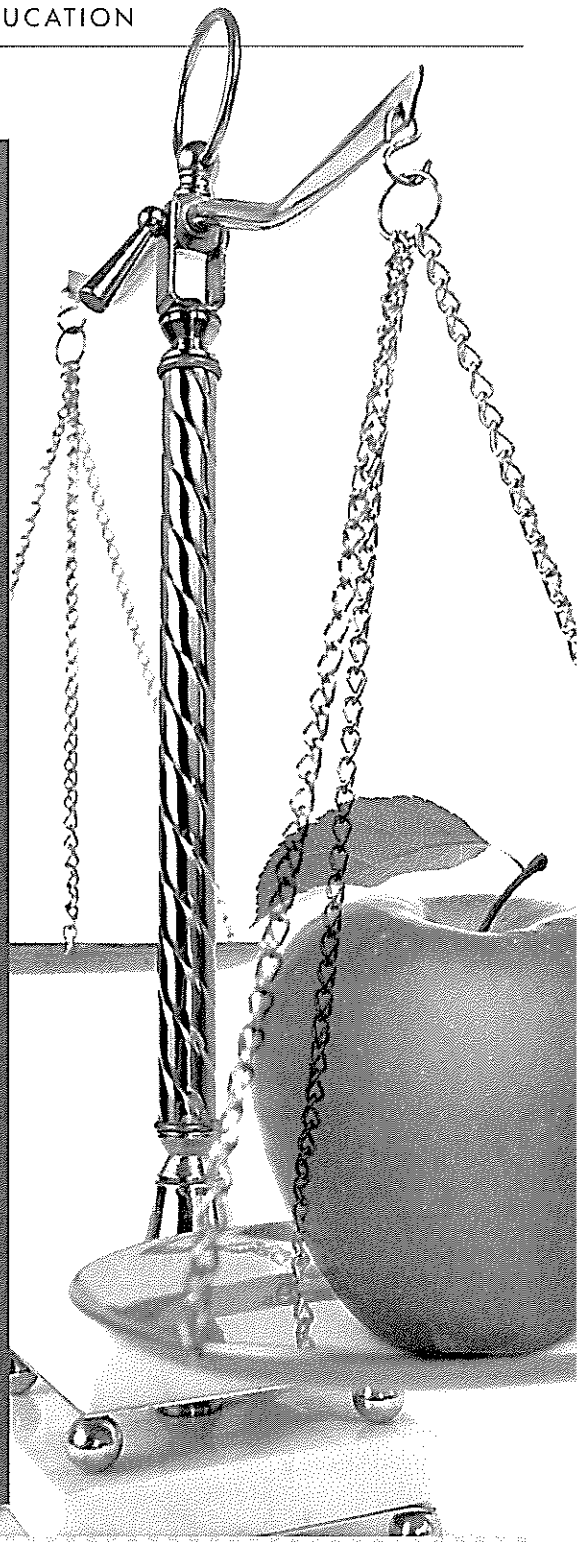
- Tell others about the research findings in your books, such as success rates of criminal justice programs and interventions. Mention comparative studies involving justice issues in other countries. Maybe mention that many US jurisdictions are abandoning the "three strikes" idea, capital punishment, and drug possession laws. These approaches used to be very popular but are proving to be ineffective and extremely costly. Maybe mention how European countries deal with victims and offenders. And, how does all this compare to countries in Africa, Asia and the Far East?

- Tell others about concepts and practices that are emerging as we find new ways of thinking about crime such as restorative justice and about the effective ways of focusing on crime through interventions like education and health services.

CRIMINAL JUSTICE PROFESSIONALS HAVE A RESPONSIBILITY TO EDUCATE THE PUBLIC

In my view, we as criminal justice professionals have abandoned our responsibility to educate the public about what we do, how we do it and why we do things the way we do. We have let others trumpet criminal justice failures, and we seem reluctant to promote basic criminal justice information. To me, it looks like we are afraid to take credit for criminal justice successes, positive changes, and the success stories we all know about.

The field really needs the enthusiasm, drive and knowledge of folks such as you who are entering the criminal justice field looking for a career offering challenge, opportunity and a chance to make a positive difference! ••



Cet article s'intéresse aux étudiants inscrits à des programmes de formation postsecondaires, tels que les techniques policières, la justice pénale, la justice humaine, les services correctionnels et d'autres programmes du même genre, offerts au Canada. Il s'appuie sur l'expérience de son auteur qui traite, depuis 26 ans, avec des étudiants inscrits au programme de diplôme en services correctionnels au Grant MacEwan Community College (maintenant MacEwan University) d'Edmonton (Alberta). Heckbert souligne que la liste des questions et commentaires mal fondés au sujet du droit ou de la pratique professionnelle semble interminable et il affirme que, de ce fait, les étudiants et les professionnels du domaine de la justice pénale connaissent les faits et qu'il leur incombe de partager leurs connaissances.

Poetic Justice

BY MARGOT VAN SLUYTMAN, Poet, BA, MA, csja

Conflict Resolution and Biblio-Therapy Specialist | Calgary, Alberta, Canada | 403.452.1436
Founder of *The Sawbonna Project for Living Justice*, Member of the Canadian Criminal Justice Association, Member of the Calgary Jung Society
Member of the Aboriginal Friendship Centre Calgary and Member of the National Association for Poetry Therapy

That poetry saves and honours lives is not only a fact in my own lived experience of life from murder to meaning, fellow member of The National Association for Poetry Therapy, Dr. Robert Carroll, Department of Psychiatry, UCLA states that, "Poetry can promote healing, growth and transformation"(Layers of Possibility: Healing Poetry). My own experience in sharing poetry workshops with victims, offenders, and those in homeless shelters, healing centres, and classrooms, has shown me once individuals understand poetry as healing, growth, and transformation, about process not product, they allow themselves to be open to their thoughts and feelings. Openness is vital to *Sawbonna/Restorative Justice. It is vital because living the values of respect, responsibility, and relationship means being vulnerable. Vulnerability needs safety, needs support, to trust putting pen to page. In my writing workshops with *Sawbonna/Restorative Justice, no one has to write (not everyone can), no one has to share if they write, the only "has to" is trust the process.

To dance with words is to be nourished...

Poetic justice is available and accessible to each of us, daily and no matter our particular form of incarceration. You might wish to try this process yourself. Trust it to guide your words to the page.

Victims helping offenders and vise versa...

My Dad's murder on Easter Monday, March 27, 1978, was my own death. Days rolled into one dark savage ache and ennui. My only solace was pen to page. I wrote myself back into life, though at one point a large bottle of Tylenol seemed a momentary ally. Stomach pumped I realized another solace... my people. Caring people. My Mom and siblings. My community. I realized over time that family and community can truly make shifts happen. In time, my writing became vocation. I employed bibliotherapy (using words as therapy) not only to save and expand my own life, but with others... in healing centres, women's shelters, continuing education courses,

Let Us Listen

Listen. It's a mad, mad world,
And I am filled with words.
Words I want to spill upon a page.
Upon pages. And pages.

I can't make any promises,
Well, maybe one: I will tell my
Truth. I will write my story.

Just listen. Please. I will listen
To your story too.

© Margot Van Sluytman, *The Other Inmate*

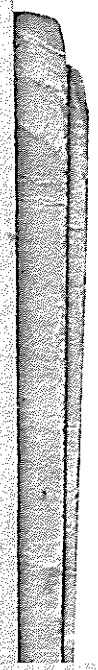
Entendons-nous

Écoutez. Le monde est fou, complètment fou,
Et je déborde d'une foule de mots.
Des mots dont je veux inonder une page.
Des pages. Et des pages.

Je ne peux rien promettre,
Enfin si, peut-être une chose: je clamerai ma
Vérité. J'écrirai mon histoire.

Contentez-vous d'écouter. Je vous en prie.
J'écouterai, à mon tour votre histoire.

© Margot Van Sluytman, *L'autre prisonnier*



classes, and workshops. Then an email from the man, Glen, who murdered my Dad, Theodore... and authentic healing came. And my bibliotherapy found a new audience.

I started to be invited to share my writing workshops with staff and inmates. With victims. I have come to learn a simple truth in my journey through writing, victims helping and supporting inmates and inmates helping and supporting victims is good public policy. Plain and simple. Howard Sapers, the Correctional Investigator of Canada, recently infused me with a depth of gratitude; yes, gratitude. In listening to him, it struck me that any policy that denigrates human rights and relegates victims' services to revenge and disregard for issues such as mental illness, abuse, and poverty does not reflect victims' services and must be challenged.

Revenge, retribution, and disregard for humanity in the guise of 'justice' for 'victims' is specious. Brutality breeds brutality. This is not the same as saying accepting responsibility and accountability for crime is not a must, but understand also that those imprisoned will return to society, and as a society we are responsible for a reintegration that speaks to true rehabilitation. As a crime victim-survivor, my promise to inmates is simply, "I will help you. Promise me that you will help me." This is not religious or naïve talk. This is human speaking with human. Family with family. Community with community. It is good policy. It is living justice. ••

"Van Sluytman invites you to go beyond the entrenched concepts of what it means to be, offering a guide to use your own words to breakthrough the cycle of doubt and despair." Professor Reinekke Lengelle, U of A

*Sawbonna is a sibling of Restorative Justice. It means I see you. You see me. We see each other's goodness and fragility.
http://dipr.lib.athabascau.ca/action/viewdirdesc.php?cpk=308&id=48984Digital

Partant du principe que la poésie peut contribuer à la guérison, à la croissance et à la transformation, Margot Van Sluyman soutient que la vengeance, le châtiment et le mépris de la dignité humaine sous prétexte de rendre justice aux victimes sont fallacieux et que la brutalité engendre la brutalité. L'auteure nous rappelle que les détenus sont appelés à reprendre leur place dans la société, d'où il est d'importance primordiale que leur réintégration soit axée sur une réelle réadaptation. En tant que victime survivante, Margot Van Sluyman fait une promesse aux détenus avec lesquels elle travaille et leur demande de faire de même : « Je vais vous aider. Promettez-moi que vous allez m'aider aussi. » Il ne s'agit pas de propos religieux ou naïfs. Il s'agit plutôt d'échanges d'humains à humains; de familles à familles; de collectivités à collectivités. Il s'agit d'une bonne politique. C'est vivre la justice.

CANADIAN CRIMINAL JUSTICE ASSOCIATION AWARDS ACKNOWLEDGING EXCELLENCE

PRIX D'EXCELLENCE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DE JUSTICE PÉNALE

CALL FOR NOMINATIONS FOR THE FOLLOWING AWARDS:
APPEL DE CANDIDATURES POUR LES PRIX SUIVANTS :

Achievement Award | Prix de mérite
Certificate of Appreciation | Certificat d'appréciation
Crime Prevention Award | Prix de prévention du crime
Public Education Award | Prix d'éducation du public
Research Award | Prix de recherche
Restoration Award | Prix de la réconciliation
The Senator Earl A. Hastings Award | Prix Sénateur Earl A. Hastings

DESCRIPTIONS OF AWARDS

DESCRIPTIONS DES PRIX

Please make your nominations and provide support letters using the online award nominations system on the CCJA website **ccja-acjp.ca**!

Veuillez effectuer vos mises en candidature, accompagnées de lettres d'appui, en utilisant le système de mises en candidature en ligne accessible depuis le site web de l'ACJP **ccja-acjp.ca** !

DEADLINE: AUGUST 1st, 2013 **DATE LIMITE: 1er AOÛT, 2013**

THE ACHIEVEMENT AWARD recognizes members of the CCJA who have contributed in a meritorious way to the improvement of the criminal justice system in Canada and to the achievement of the objectives of the CCJA.

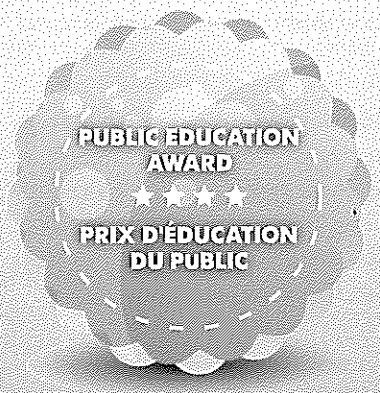
LE PRIX DU MÉRITE permettra de reconnaître les personnes qui se sont illustrées par leur contribution à l'amélioration du système de justice pénale au Canada et à l'atteinte des objectifs de l'ACJP.

THE CERTIFICATE OF APPRECIATION may be presented to individuals who have made a significant contribution to the CCJA. There is no requirement to be a member of the CCJA in order to receive this Award.

LE CERTIFICAT D'APPRÉCIATION pourra être remis à toute personne qui a contribué de manière exceptionnelle au travail et aux objectifs de l'ACJP. Il n'est pas requis que cette personne soit membre de l'Association pour être admissible à ce prix.

THE CRIME PREVENTION AWARD recognizes individuals or organizations in Canada who have made a significant contribution to the reduction of criminal behaviour and the protection of the public.

LE PRIX DE LA PRÉVENTION DU CRIME sera remis en vue de reconnaître une personne ou un organisme qui s'est illustré en contribuant de manière importante à une réduction des comportements criminels et à la protection du public.



THE PUBLIC EDUCATION AWARD recognizes work by professional journalists and other persons who significantly advance public understanding in Canada of the need for, and elements of, a humane, effective criminal justice system.

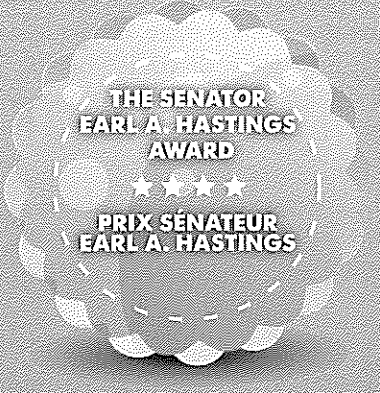
LE PRIX D'ÉDUCATION DU PUBLIC vise à reconnaître le travail de journalistes professionnels et d'autres personnes qui contribuent à une meilleure compréhension des Canadiens et des Canadiennes du besoin qu'on a et des composantes d'un système de justice humain et efficace.

THE RESEARCH AWARD may be granted to recognize an individual or group who completed valid and reliable research which resulted in substantial improvement to the operations of the criminal justice system.

LE PRIX DE RECHERCHE sera remis en vue de reconnaître une personne ou un groupe de personnes ayant effectué des études valides et fiables et qui ont donné lieu à des améliorations importantes dans le fonctionnement du système de justice pénale.

THE RESTORATION AWARD may be granted to victims or former offenders who have overcome the challenge of their past and made an exemplary contribution towards rehabilitation, restoration and a more humane and effective justice system.

LE PRIX DE LA RÉCONCILIATION peut être décerné à une victime ou à un ex-délinquant qui est parvenu à évacuer les difficultés de son passé et qui a contribué de manière exemplaire au processus de réhabilitation ou de réconciliation ainsi qu'à la réalisation d'un système de justice plus humain et plus efficace.



To commemorate the contribution of the late SENATOR EARL HASTINGS to the Canadian criminal justice system and the CCJA, this Award honours Canadians who, although they do not work in the criminal justice system, have made an outstanding contribution over many years to the Canadian criminal justice system.

Créé dans le but de commémorer la contribution de feu le SÉNATEUR EARL HASTINGS au système de justice pénale et à l'ACJP, ce Prix veut honorer des Canadiens et des Canadiennes qui, même s'ils n'oeuvrent pas dans le domaine de la justice pénale, y ont tout de même contribué de manière exceptionnelle sur plusieurs années.

EVERYBODY'S NIGHTMARE, "DEALING WITH THE DEVIL"

BY DEBORAH GLOVER, Criminal Psychology & Behaviour, Centennial College

With Special Acknowledgement to My Mentor, Takis Liris, Founder of OASIS (http://www.oasismovement.org), Addiction Recovery Society in Toronto, Ontario... servicing the community in which the author facilitated the Pre-Employment Personal Life Management Program

PART I

Not only did serial killer Paul Bernardo and Karla Homolka gain notoriety for their carnage of rape and murder, but the handling of the case has since cast a negative light on Toronto Police Services, Niagara Police Services and the Centre of Forensic Sciences.

In December of 1987, a Scarborough rape victim's description enabled police to create an accurate composite drawing of Bernardo, which was not released to the media or public until 1990.

A few years later when crucial DNA evidence was obtained from Bernardo during a November 20, 1990 interview with Toronto Police Detectives, including hair, saliva and blood (CBC Canada, 2010), it was shelved and not processed until December 1992, some twenty-five months later.

Most crucial was the breakdown in communications between police forces, including a critical omission of Metro Toronto Police Sergeant Kevin McNiff's report to both Toronto Police Services (Scarborough) and later the Green Ribbon Task Force. Had this omission not been made, Bernardo would likely have been identified and apprehended as the Scarborough rapist sooner.

These blunders were addressed only after Bernardo's sentencing, in a six-month investigative review undertaken by Mr. Justice Archie Campbell (Campbell, 1996).

In addition, during the trial of Karla Homolka, a publication ban was imposed by Justice Francis Kovacs in order to ensure a fair trial for Paul Bernardo, the primary suspect in these well-known murders. There was public outcry once trial details leaked via American media as it was felt that this ban violated the public's 'right to know' and the media's right to report facts relevant to the administration of justice (Project Censored Canada, 2002).

During the actual trial of Paul Bernardo, Justice Patrick LeSage ruled to limit information that had "no public domain" in respect of the victims' families. As a result of LeSage's ruling, the video tapes presented during Bernardo's trial were never viewed by the public, and were eventually destroyed post sentencing of Bernardo (Project Censored Canada, 2002).

This case also spurred changes via two Bills amending the Criminal Code of Canada: Bill C-13, requiring violent criminals including Karla Homolka to give a sample to the National DNA Bank and Bill C-32, giving the Parole Board the power to refuse a pardon for any reason and eliminating pardons for serious crimes.

THE HISTORY

Demographics

Paul Bernardo's crimes began on May 4, 1987, in Scarborough, Ontario, specifically Guildwood Village and the surrounding area. His range included Clarkson (Mississauga), some forty kilometers southwest of Scarborough. As Bernardo's risk-taking and rage escalated, the length of time he took with each victim, as well as the savagery of the rape, increased. All Bernardo's victims were in their teens or early twenties, returning home at night and having been attacked between their bus stop and home.

On May 29, 1990, after the composite was finally released, Bernardo went to St. Catherines, Ontario to continue his serial rapes. In November 1990, after seeing this composite

drawing, childhood friends of Bernardo came forward to give his name to Toronto Police Services. That same month, Bernardo was brought in for questioning and his DNA taken, however, those DNA samples weren't processed until December, 1992, twenty-five months later. Shortly after this interview in November 1990, Bernardo permanently relocated to St. Catherines, moving in with Karla and her family. The attacks in Scarborough suddenly stopped, but incidents started happening in St. Catherines.

After moving in with the Homolka family, Bernardo quickly became fascinated with his fiancé's younger sister, Tammy Lyn Homolka, who looked up to Bernardo and saw him as a "big brother". Bernardo convinced Karla that her sister, Tammy who'd become the target of his deviant urges, would be the perfect surrogate virgin.

On June 14, 1991, Bernardo abducted Leslie Mahaffy from neighboring Burlington. On the same day that Mahaffy's body was found, Bernardo and Homolka wed in Niagara on the Lake. Almost one year later, in April 16, 1992, Kristen French, a resident of St. Catherines was abducted, tortured, raped and killed.

Modus operandi

Bernardo's modus operandi included stalking, attacking from behind, dragging victims into bushes or lanes, punching and beating, raping and taking trophies such as pieces of identification. (Campbell, 1996).

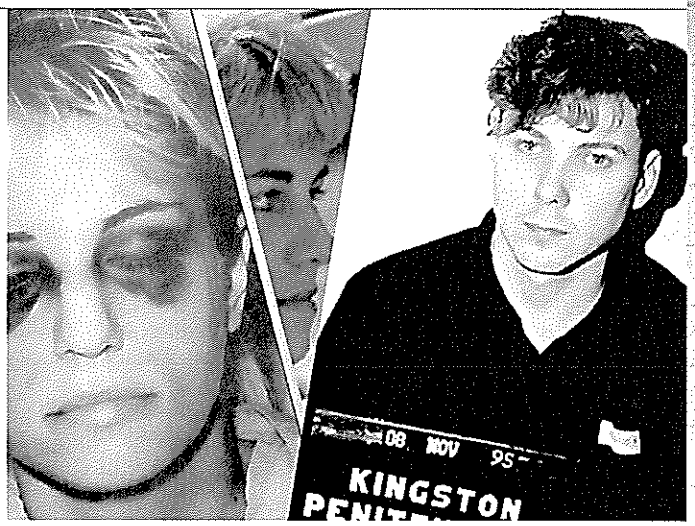
Serial signature

Bernardo's signature was the videotaping of his rapes of these young teenagers; he had scripted what they said, with such instructions as "I'm the king" or "Call me master" (Coombs, 2011).

Criminal profiling... A psychological sketch

The criminal profiling was done by FBI Special Agent Gregg O. McCrary in consultation with Supervisory Special Agent James A. Wright and other members of the National Centre for the Analysis of Violent Crime (NCAVC), and was all "inclusive." (Campbell: 1996 p. 369)

The resulting psychological sketch depicted the rapist as "a Scarborough resident with a background of assaultive behavior driven by anger escalating in violence, angry at all women, motivated to control, humiliate and degrade women, sadistic, explosive in temper and prone to rage if not obeyed instantly, who had probably battered women in the past" (Campbell: 1996, P.13).



A "DEAL WITH THE DEVIL"

Realizing that both she and Bernardo were about to be caught, Karla told her uncle that Bernardo was the Scarborough Rapist. She then hired a lawyer and began negotiations for a plea bargain in exchange for her testimony against Bernardo. The video tapes showing Karla's involvement in the rapes and murdered would not be seen until after her trial.

Video tapes of deaths not entered into evidence

Had these tapes been entered into evidence prior to the "Deal with the Devil", (Williams, 2004) arranged by Karla's lawyer George Walker and Murray Segal, Director of the Criminal Crown Office representing the Attorney General, the plea bargain of May 1993 would have been off the table.

Karla's trial started June 28, 1993 and by July 1993, she pleaded guilty to "two counts of manslaughter" (Bonnell, 2005) and was given two 12 year sentences for the Mahaffy and French murders, and two years for the death of her sister Tammy, all to be served concurrently.

Bernardo's lawyer charged with obstruction

Bernardo's lawyer retrieved the sex tapes from a concealed place within the Bernardo residence under Bernardo's instruction and these were not turned over to the courts for seven months. As a result, the tapes were not included in evidence in the trial of Karla.

Once the courts subpoenaed the tapes and charged Bernardo's lawyer, Ken Murray, with obstructing justice as a result of holding the tapes for over seventeen months, they were presented in Bernardo's trial as evidence. Murray's argument for holding onto the tapes was that he planned to use them to "discredit" the crown's main witness, Karla Homolka, and show her to be a manipulative liar (CBC Canada, 2000).

Bernardo charged in 1993

In May 1993, Bernardo was charged with the first degree murders of Leslie Mahaffy and Kristen French. On September 1, 1995, Bernardo was convicted on all charges regarding the kidnappings, rapes and murders of both Leslie Mahaffy and Kristen French.

Homolka requests transfer to halfway house in 2003

In January, 2003, the Toronto Star reported the National Parole Board had ruled that Karla Homolka must remain in prison until her sentence was completed in July of 2005. The Board's decision represented the third time that Karla's request to be transferred to a half-way house was refused.

"Two reasons for the refusal were given. One was her sexual relationship with another convict at the Ste.-Anne-des-Plaines detention center, and the second reason stated by the board was her refusal to participate in rehabilitation programs. The Toronto Star reported on January 19, 2003, that "commissioners noted she had not yet started therapy for her role as a sexual aggressor and showed little interest in other rehabilitation programs."

Homolka released in 2005, after 12 years

The "Deal with the Devil" (Williams, 2004) is what set Karla free on July 6, 2005, after serving twelve years for her part in the deaths of Leslie Mahaffy and Kristen French, as well as the drugging, rape and murder of her sister, Tammy. National Post columnist Christie Blatchford voiced the sentiments of many Canadians about Karla when she wrote that "[i]n the unremittingly bleak and featureless prairie that is her mind, she has always been a special little girl, and so, apparently, there does she remain. I remember her licking her lips for the camera, during one of the rapes. I remember how once — this while Leslie was being attacked in another part of the house — Homolka sat upstairs in her bedroom, reading, and then drifted off to sleep. It was not that her conscience was clear, it was that she never had one" (Blatchford, 1999).

On the heels of Karla's release... Canada's pardon program grievously affected

On the heels of Karla's release, the Canadian Government and the Parole Board implemented amendments via Bill C-23 which eliminated pardons for serious offenders. The Bill granted the Parole Board the power to refuse a pardon for any reason whatsoever.

The Supreme Court still may be involved in any ruling that helps guide an application. Unfortunately, Bill C-23 has had a negative impact on other Canadians who are eligible for parole by their waiting periods being extended and now excludes certain offenders from ever receiving a pardon. Prior to this change, Canada's pardon program had a success rate of over 96%.

Alternate theories on Karla's behaviour

Was Karla the battered wife, abused by Bernardo? In Stephen Williams' (1995) book Invisible Darkness, an alternative theory by Dr. Graham Glancy a leading forensic psychiatrist in Canada, of Karla's behavior is put forth and suggests that Homolka appears to be a classic example of hybristophilia, or "Bonnie and Clyde Syndrome" (National Post, 2005).

Hybristophilia?

A hybristophilia is an individual who is sexually aroused by people who have committed cruel, gruesome crimes such as rape and murder (Hubpages, 2012). This theory would make Karla just as responsible as Bernardo for the murders of all three teens, and an accomplice to the rapes in Scarborough. Karla fits every criteria of a hybristophilia. Hybristophilia, recognized in the Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders (DSM-IV-TR, 4rth ed., text revision, American Psychiatric Association, 2000), a comprehensive classification of officially recognized psychiatric disorders, under the category of paraphilia is marked by "sexual fantasies, urges, or behaviors involving nonhuman objects, suffering in oneself or partner, or non consenting persons. These urges must last for at least six months".

As yet, there is still very little research being done on this in spite of other high profile examples of hybristophiliacs, such as Myra Hindley (child killer Ian Brady); Caril Ann Fugate (spree Killer Charles Starkweather); Doreen Lioy (serial killer, Richard Ramirez); Carole Ann Booth (Ted Bundy proposed to her in the courtroom); Charles Manson follower Scott Peterson, who murdered his pregnant wife and within hours received marriage proposals; and, of course, John Gacy, who raped 33 women. Gacy eventually wrote a book containing all the letters from women who had written him in jail.

Karla was drawn to Paul for emotional support as she felt emotionally deprived as a child or teenager in spite of an upbringing in what seemed to be a stable home. A study done by FBI profiler Roy Hazelwood and psychiatrist Janet Warren, who studied twenty incarcerated women (The Toronto Star, 2012), found that Karla was one of only seven women who actually directly acted or assisted in sexual homicides and had come from seemingly normal backgrounds. It is reasonable to assume that without treatment, Homolka could continue to be attracted sexually to this behaviour in her relationships with violent men and women. Regardless of whether she had met Bernardo or

not, she would have been attracted to this "type" of partner as per Dr. Gancy's Hybristophilia diagnosis.

Psychopath?

In 2001, the parole board referred to Karla as a psychopath – a cold blooded, manipulative offender who showed no remorse, although Dr. Sharon Williams, an expert on sex offenders and psychopaths who worked with Homolka for three years during her incarceration, concluded that Homolka is not a psychopath (Sable, 2001).

Restrictions on Karla's freedom lifted in 2005

On November 30, 2005, Quebec Superior Court Judge James Brunton lifted the restrictions on Karla's freedom under Section 810 of the Criminal Code, noting "the possibility that Ms. Teale (the name the killer Homolka now goes by) might reoffend one day cannot be completely eliminated," however, her development over the last 12 years demonstrates, on a balance of probabilities, that this is unlikely to occur. She does not represent a real and imminent danger to commit a personal injury offence." ••

STAY TUNED FOR PART II OF DEBORAH GLOVER'S "EVERYBODY'S NIGHTMARE: THE DEAL WITH THE DEVIL: IN VOLUME 28.2 OF THE JUSTICE REPORT.

Paul Kenneth Bernardo, « le violeur de Scarborough », était un sadique sexuel dangereux, très fonctionnel et psychopathe, dont le besoin déchaîné de pouvoir, de contrôle et de domination sexuelle a atteint un point culminant lorsqu'il est devenu un tueur en série. Dans cet article en deux parties, son auteure, Deborah Glover, traite de la vague de crime de Bernardo et de l'échec systémique des Services de police de Toronto et de Niagara ainsi que du Centre des sciences judiciaires, qui ont permis à Bernardo de se faufiler pendant des années avant d'être pris. Cet article examine aussi comment l'appareil judiciaire canadien a pu permettre à Karla Homolka de conclure un plaidoyer avec des procureurs des poursuites criminelles, une entente qui a subséquemment provoqué l'adoption du projet de loi C-23, loi modifiant le Code criminel du Canada en matière de pardons et d'admissibilité à la libération conditionnelle, pendant que Karla Homolka elle-même échappait en toute impunité aux conséquences d'un meurtre. Homolka était-elle une victime ou a-t-elle agi de son plein gré? Cette affaire a eu des répercussions sur la façon dont le Canada traque, capture et traite aujourd'hui avec les délinquants dangereux et leurs complices.

REFERENCES

American Psychiatric Association. (2000). *Diagnostic and statistical manual of mental disorders* (4th ed., text rev.). Washington, DC.

Bardley, M. (2001, March 8). *Paul Bernardo and Karla Homolka: Staying Put.* Retrieved from trutv: http://www.trutv.com/library/crime/serial_killers/notorious/bernardo/26.html

Blatchford, C. (1999, November 3). *National Post.* Retrieved from National Post: http://www.fact.on.ca/newpaper/np99110e.htm

Campbell, Mr. Jusitce Archie. (1996, June). *Bernardo Investigation Review.* Retrieved from Ontario Police College: http://www.opconline.ca/depts/omcm/Campbell/Bernardo_Investigation_Review%20PDF.pdf

CBC Canada. (2010, June 17). *Key events in the Bernardo/Homolka case.* Retrieved from CBCnews Canada: http://www.cbc.ca/news/canada/story/2010/06/16/f-bernardo-homolka-timeline.html

Clairmont, S. (2012, February 2). *Tracking serial predators.* Retrieved from thespec com: http://www.thespec.com/news/local/article/664095--tracking-serial-predators

Coombs, B. (2011, August 5). Episode 040: *Modus Operandi, Ritual Behaviour, and Signature.* Retrieved from Serial Killers Podcast: : http://serialkillers.briancombs.net/1845/episode-040-modus-operandi-ritual-behavior-and-signature/

Crime Library, Criminal Minds and Methods. (n.d.). *Paul Bernardo & Karla Homolka.* Retrieved from Crime Library Criminal Minds and Methods: http://www.trutv.com/library/crime/serial_killers/notorious/bernardo/index_1.html

Easton, E. B. (1997). Journalism Ethics and the Internet: Ethical Implications of online Defiance of a Canadian Publication Ban. *The Electronic Journal of Communication.*

Halk, D. (2012). *Paul Bernardo.* Retrieved from Whoever Fights Monsters: http://criminalprofiler.tumblr.com/post/21053249725/paul-bernardo-paul-bernardos-parents-marilyn

Hubpages. (2012). *Psychology of Hybristophia.* Retrieved from Hubpages: Retrieved from Psychology of Hybristophilia

Karla Homolka. (n.d.). Retrieved September 27, 2012, from Wikipedia The Free Encyclopidia: http://en.wikipedia.org/wiki/Kristen_French

Parliment of Canada. (2007, June 21). *Bill C-23: An Act to amend the Criminal Code.* Retrieved from Parliment of Canada: http://www.parl.gc.ca/About/Parliament/LegislativeSummaries/bills_ls.asp?Language=E&ls=c23&source=library_prb&Parl=39&Ses=1

Project Censored Canada. (2002, February). *Karla Homolka.* Retrieved from NewsWatch Canada: http://www.sfu.ca/cmns/research/newswatch/pcc/homolka.html

Pron, N. (2005). Lethal Marriage. In N. Pron, *Lethal Marriage: The Uncensored Truth Behind the Crimes of Paul Bernardo and Karla Homolka.* Toronto: Seal Books.

Report, ". G. (1996). " *Report to the Attorney General of Ontario on Certain Matters relating to Karla Homolka.* Toronto: Ministry of Justice.

Royal Canadain Mounted Police. (2012, October 10). *Royal Canadian Mounted Police* . Retrieved from Violent Crime Linkage System (ViCLAS): http://www.rcmp-grc.gc.ca/tops-opst/bs-sc/viclas-salvac-eng.htm

Sable, K. (2001). *Deadly Innocence.* Retrieved from True Crime & Justice: http://karisable.com/skazpaulkarla.htm

The Toronto Star. (2012, May 14). *From Homolka to McClintic: What we know about women who aid their mates in rape and murder.* Retrieved from TheStar.com: http://www.thestar.com/opinion/editorialopinion/article/1178416--form-homolka-to-mcclintic-what-we-know-about-women-who-aid-their-mates-in-rape-and-murder

Thomas Corporation, Tomas Gale. (2005-2006). *Paul Bernardo Biograph.* Retrieved September 27, 2012, from BookRags: http://www.bookrags.com/biography/paul-bernardo-cri/

Wikipedia. (Kristen French, August 11). Retrieved September 27, 2012, from Karla Homolka: http://en.wikipedia.org/wiki/Kristen_French

Williams, S. (1996). *Invisible Darkness.* Toronto: McArthur & Company.

Xanalys The Investigative Software Company. (2012). *Data Based.* Retrieved from Xanalys: http://www.xanalys.com/in-the-news/data-based/

CRIMINAL JUSTICE HIGHLIGHTS

BILL C-10: THE SAFE STREETS AND COMMUNITIES ACT

BY IRVING KULIK
CCJA Executive Director

CRIMINAL RECORDS ACT

- Pardons become known as 'Records Suspensions'
- Longer wait times for eligibility and the Act is more restrictive
- The Parole Board of Canada (PBC) gains absolute discretion to grant or revoke a Record Suspension
- The ineligibility period is 10 years for an indictable offence, and five years in the case of an offence punishable on summary conviction
- Eligibility excluded for a record suspension for those:
  - convicted of an offence referred to in Schedule 1 (sexual offences); or
  - convicted of more than three indictable offences, each subject to a maximum punishment of imprisonment for life and for which the person was sentenced to imprisonment for two years or more.

INTERNATIONAL TRANSFER OF OFFENDERS ACT

- Objective focuses specifically on public safety
- Minister of Public Safety given greater discretionary authority to accept transfer back to Canada

CORRECTIONS AND CONDITIONAL RELEASE ACT

- Limits the notion of 'Least Restrictive' measures to 'Necessary and Proportionate' measures to attain the purposes of the act
- Enhances sharing of information with victims
- Increases offender responsibility for correctional plan
- Authorizes police to arrest without warrant an offender in breach of a parole condition
- Allows CSC to impose monitoring bracelets
- Adds CSC requirement for responsiveness to persons requiring mental health care
- Offender may not withdraw parole applications within 14 days of PBC hearing
- Waiting period post parole refusal extended to 12 months from six months
- Commissioner may create sub classifications in institutions
- Some new inmate offences created - throwing bodily fluids, making false claims for Crown compensation
- Adds possible order for offenders to make restitution for damaged property
- Offenders may have visits restricted while in segregation

CRIMINAL CODE OF CANADA

- New mandatory sentences for those found guilty of sexual offences against young people and increases in maximum penalties
- Eliminates conditional sentences where maximum sentence is 14 years plus and for serious personal injury offences

CONTROLLED DRUGS AND SUBSTANCES ACT

- Creates new mandatory minimum sentences but allows for waiver if treatment program completed
- Increases maximum penalty from seven to 14 years for the manufacture of drugs, such as marijuana
- Increases maximum penalties for manufacture of drugs, such as amphetamines, etc

YOUTH CRIMINAL JUSTICE ACT

- Emphasis is on protection of society
- Adds notions of denunciation and deterrence
- Requires the Crown to consider adult sentences for serious violent crimes

JUSTICE FOR VICTIMS OF TERRORISM ACT

- Allows victims to sue perpetrators and foreign countries having provided support for terrorism

FAITS SAILLANTS DES MESURES DE JUSTICE PÉNALE COMPRISES DANS LE PROJET DE LOI C-10 : LOI SUR LA SÉCURITÉ DES RUES ET DES COMMUNAUTÉS

PAR IRVING KULIK
Directeur général ACJP

LOI SUR LE CASIER JUDICIAIRE

- La notion de réhabilitation (le pardon) est remplacée par celle de suspension du casier judiciaire
- La période d'admissibilité à présenter une demande est allongée et la loi est plus restrictive
- La Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC) a toute compétence et latitude pour ordonner, refuser ou révoquer la suspension du casier judiciaire
- La période d'inadmissibilité à une suspension du casier judiciaire est de 10 ans, dans le cas d'une infraction punissable par mise en accusation, et de 5 ans, dans le cas d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité
- Sont inadmissibles à une suspension du casier judiciaire :
  - les personnes trouvées coupables d'une infraction visée à l'annexe 1 (délits sexuels)
  - les personnes trouvées coupables de plus de trois actes criminels dont chacun est passible d'une peine maximale d'incarcération à perpétuité et pour laquelle la personne été condamnée à une peine supérieure à deux ans

LOI SUR LE TRANSFÈREMENT INTERNATIONAL DES DÉLINQUANTS

- Son objectif est axé spécifiquement sur la sécurité publique
- Le ministre de la Sécurité publique se voit conférer un pouvoir discrétionnaire accru en lien avec les transfèrements vers le Canada

LOI SUR LE SYSTÈME CORRECTIONNEL ET LA MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION

- La loi remplace la notion de mesures « le moins restrictives possible » par celle de mesures « nécessaires et proportionnelles » aux objectifs de la loi
- Elle améliore le partage de l'information avec les victimes
- Elle rend les délinquants plus responsables de la réalisation de leur plan correctionnel
- Elle permet à la police de procéder sans mandat à l'arrestation d'un contrevenant ayant violé l'une des conditions de sa libération conditionnelle
- Elle permet au SCC d'imposer le port d'un bracelet de surveillance électronique
- Elle oblige le SCC à veiller à ce que chaque détenu reçoive les soins de santé mentale dont il a besoin
- Elle stipule que le délinquant ne peut retirer sa demande de libération conditionnelle dans les quatorze jours qui précèdent l'examen de son dossier
- La période d'attente subséquente à un refus de libération conditionnelle est prolongée de 6 à 12 mois
- Elle prévoit que le commissaire peut, à l'intérieur des catégories de cote de sécurité, dites maximale et moyenne, établir des sous-catégories
- Elle crée de nouvelles infractions pouvant être commises par un détenu : le fait de lancer une substance corporelle vers une personne ; le fait de présenter une réclamation pour dédommagement sachant qu'elle est fausse
- Elle ajoute la possibilité d'ordonner qu'un délinquant répare les dommages qu'il a causés
- Elle prévoit que l'isolement préventif peut comporter ou non certaines restrictions à l'égard des visites de la famille, des amis ou d'autres personnes de l'extérieur du pénitencier

CODE CRIMINEL DU CANADA

- Prévoit de nouvelles peines obligatoires pour les personnes trouvées coupables de l'agression sexuelle d'une jeune personne et hausse le seuil des peines maximales
- Élimine les peines d'emprisonnement avec sursis dans les cas où l'infraction est passible d'une peine maximale supérieure à 14 ans et dans les cas de sévices graves commis contre une personne

LOI RÉGLEMENTANT CERTAINES DROGUES ET AUTRES SUBSTANCES

- Crée de nouvelles peines minimales obligatoires, mais permet au délinquant d'en être exonéré s'il a complété un programme de traitement de la toxicomanie
- Fait passer de 7 à 14 ans la peine maximale pour la fabrication de drogues, telle la marijuana
- Majore les peines maximales pour la fabrication de drogues, telles les amphétamines et autres.

LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS

- Met l'accent sur la protection de la société
- Ajoute les notions de dénonciation et de dissuasion
- Requiert que la Couronne envisage la possibilité de demander une peine pour adultes dans le cas de crimes graves assortis de violence

LOI VISANT À DÉCOURAGER LES ACTES DE TERRORISME CONTRE LE CANADA ET LES CANADIENS

- Permet aux victimes d'intenter des poursuites contre les auteurs de crimes et les pays étrangers ayant appuyé le terrorisme

2013 : Y A-T-IL ENCORE DE L'ESPOIR POUR LES PERSONNES QUI SONT CONDAMNÉES À UNE SENTENCE À VIE ?

PAR JOANIE LAGANIÈRE, Étudiante, Maîtrise sur mesure en politiques pénales et pratiques pénitentiaires
Université Laval

L'EMPRISONNEMENT À PERPÉTUITÉ

Avant 1976, la peine de mort était toujours permise au Canada. En effet, c'est en 1976 (Projet de loi C-84) que le Parlement du Canada a aboli la peine de mort pour la remplacer par des peines d'emprisonnement à perpétuité obligatoires dans le cas des condamnations pour meurtre et pour haute trahison (Pilon, 1993). Néanmoins, aucune exécution n'avait eu lieu depuis le début des années 1960. Ainsi, toutes les peines de mort ordonnées entre 1964 et 1976 ont été commuées en peine d'emprisonnement à perpétuité[1] (Pilon, 1993). Depuis, les meurtres sont divisés en deux catégories, soit le meurtre au premier degré et le meurtre au deuxième degré. Le meurtre au premier degré consiste en un meurtre ayant été prémédité, alors que le meurtre au deuxième degré est un meurtre non prémédité (*Code criminel du Canada*, Pilon, 1993). Ainsi, il est à noter que selon le *Code criminel du Canada*, quiconque commet un meurtre au premier ou au deuxième degré est passible d'emprisonnement à perpétuité. Bien que les deux types de meurtres entraînent l'emprisonnement à perpétuité, l'individu étant coupable de meurtre au premier degré n'aura pas la possibilité d'obtenir une libération conditionnelle avant 25 ans, alors que pour l'individu ayant été trouvé coupable de meurtre au deuxième degré, il n'aura pas la possibilité d'obtenir une libération conditionnelle avant 10 ans[2]. Comme une sentence à perpétuité signifie que le détenu restera sous mandat fédéral toute sa vie naturelle, sa seule chance de retourner en communauté vient du processus méritoire de libération conditionnelle. Cependant, advenant l'obtention d'une telle libération, l'ex-détenu restera sous surveillance communautaire jusqu'à la fin de sa vie naturelle.

LA RÉVISION JUDICIAIRE OU LA « CLAUSE DE LA DERNIÈRE CHANCE »

Lorsque la peine capitale a été abolie et que l'emprisonnement à perpétuité a été créé en 1976, une loi conjointe a également été créée, soit la *Loi sur la révision judiciaire* (article 672 du *Code criminel du Canada* pour ensuite devenir l'article 745.6 suite à la refonte du *Code criminel* en 1985), aussi appelée la « clause de la dernière chance » (Laforest, 1999 ; Pilon, 1993). Tel que mentionné par Jim Flemming, qui était à l'époque secrétaire parlementaire du ministre des Communications, cette disposition constituait une lueur d'espoir importante « si on veut laisser un stimulant quand une sanction aussi rigoureuse est imposée pour les crimes les plus graves » (Pilon, 1993, p. 4).

En fait, la *Loi sur la révision judiciaire* offre à un détenu purgeant une sentence à perpétuité la possibilité de demander au tribunal que la date d'admissibilité pour sa libération conditionnelle soit révisée après avoir purgé 15 ans de sa peine. Pour demander une révision judiciaire, le détenu doit présenter sa demande au juge en chef compétent de la province ou du territoire où a eu lieu sa déclaration de culpabilité (Pilon, 1993). Par la suite, la décision de réduire ou non le délai avant l'admissibilité à la libération conditionnelle est rendue par un jury formé de douze membres de la collectivité. En regard du caractère du requérant, de sa conduite durant l'exécution de sa peine, de la nature de l'infraction pour laquelle il a été condamné, de son cheminement et de toutes autres informations utiles dans les circonstances (Laforest, 1999 ; Pilon, 1993), la décision de ne pas réduire le délai préalable à la libération conditionnelle du délinquant ou de réduire ce délai devra être prise par minimalement les deux tiers des membres du jury (Pilon, 1993). Ainsi, un détenu condamné à perpétuité ayant un minimum de 20 ans à purger avant d'être admissible à la libération conditionnelle pouvait, advenant une révision judiciaire positive de son dossier, voir son admissibilité passer de 20 ans à 16 ou 15 ans par exemple. Il faut être conscient toutefois qu'obtenir une réduction du délai à l'admissibilité à la libération conditionnelle ne signifie pas

[1] Notons qu'entre 1968 et 1974, les délinquants dont la peine de mort a été commuée en une peine d'emprisonnement à perpétuité n'ont purgé en moyenne que 13,2 ans de prison avant d'être remis en liberté. Dans ce contexte, il va de soi que le projet de loi C-84 a eu pour effet de prolonger considérablement les peines d'emprisonnement que les personnes condamnées à une sentence à perpétuité devront purger avant d'être admissibles à une libération conditionnelle (Pilon, 1993).

[2] Mais le juge peut imposer que l'admissibilité soit fixée plus tard, au plus à 25 ans.

que le délinquant sera libéré, mais plutôt qu'il pourra se présenter devant les membres de la Commission des libérations conditionnelles pour obtenir une liberté, ce qui ne lui sera pas nécessairement octroyé (Roberts, 1997).

Une Loi controversée

Dès son adoption, l'article 745.6 du *Code criminel du Canada* a fait l'objet de nombreuses critiques. Plusieurs réclamaient l'abrogation de cette disposition, notamment les familles des victimes qui déploraient que ce processus permettait au délinquant de bénéficier d'une seconde chance, alors que les victimes n'ont pas cette possibilité ; tandis que d'autres considéraient la peine d'emprisonnement à perpétuité comme une peine cruelle et inusitée (Pilon, 1993) et qu'ainsi, « cette mesure favorise la protection des agents de correction, offre un espoir de réhabilitation aux meurtriers et surtout, reconnaît les capacités d'évolution et de changement de l'homme » (Thiffault, 2001, p. 148). Par conséquent, compte tenu des divergences d'opinions autant dans la population que dans la communauté politique, différents projets de loi ont été déposés au cours des années dans le but soit de resserrer les critères de la *Loi sur la révision judiciaire*, soit de l'abolir.

Les modifications de 1997

Le 9 janvier 1997, suite à la pression politique[3] et à des demandes incessantes, le Ministre de la Justice à l'époque, Allan Rock, a décidé d'adopter une position médiane entre le maintien du statu quo relativement à l'article 745.6 du *Code criminel* et l'abrogation de cette disposition. Ainsi, en 1997, le projet de loi C-45 a apporté trois modifications à la disposition adoptée en 1976 (Roberts, 1997). Tout d'abord, les délinquants qui ont commis plus d'un meurtre ne répondent désormais plus aux critères pour demander une révision judiciaire (Roberts, 1997 ; Thiffault, 2001). À ce sujet, mentionnons que Clifford Olson, meurtrier notoire[4], a été identifié comme un acteur principal du processus, puisque l'adoption du projet de loi lui interdisait maintenant de bénéficier d'une telle disposition. Ce contexte, ainsi que les opinions émises quant au laxisme du Parti libéral au regard de la justice criminelle, nous portent fortement à croire que le gouvernement a adopté ce projet de loi par opportunisme politique[5]. Puis, les requérants n'ont plus automatiquement le droit à une audience de révision judiciaire puisqu'à partir de 1997, ils doivent dorénavant convaincre un juge d'une Cour supérieure que leur demande a des chances raisonnables d'être accueillie favorablement (Roberts, 1997 ; Thiffault, 2001). Finalement, la décision du jury quant à la réduction de délai d'inadmissibilité à une libération conditionnelle doit maintenant être prise à l'unanimité (Roberts, 1997; Thiffault, 2001).

Abrogation en 2011

Depuis les dernières années, nous sommes à même de constater que le gouvernement canadien prône davantage l'ordre et le durcissement des lois et c'est dans cette lignée que l'article 745.6 du *Code criminel*, très controversé depuis de nombreuses années, a été abrogé. En effet, le 23 mars 2011, le projet de loi S-6, *Loi modifiant le Code criminel et une autre loi*, a obtenu la sanction royale pour ensuite entrer en vigueur le 2 décembre 2011. Par conséquent, un délinquant condamné à une sentence à perpétuité commis le 2 décembre 2011 ou après cette date, ne sera plus admissible à une révision judiciaire du délai préalable à son admissibilité à la libération conditionnelle (Parlement du Canada, 2012).

Demandes peu nombreuses en vertu de l'article 745.6 du Code criminel

Mais est-ce que beaucoup de détenus se sont prévalus de la « clause de la dernière chance » ? En fait, entre 1987 et 2000, environ 488 délinquants coupables de meurtre avaient purgé au moins 15 ans de leur peine et seulement 103 (21 %) avaient demandé une révision judiciaire et avaient été entendus (Ministère de la Justice du Canada, 2012). Puis, jusqu'en 2010, seulement 135 condamnés à perpétuité se sont prévalus de la « clause de la dernière chance » (Association canadienne de justice pénale, 2012).

[3] Mentionnons que les libéraux étaient souvent critiqués pour leur laxisme et leur inertie en matière de justice pénale (Thiffault, 2001).

[4] Clifford Olson a été condamné à perpétuité pour le meurtre de onze adolescents âgés de 10 à 18 ans au début des années 1980.

[5] Julian Roberts utilise d'ailleurs le terme « populisme pénal » pour « définir une politique ou une série de politiques populaires qui tentent de répondre à des demandes populaires - qu'elles aient été exprimées ou non » (Lamalice, 2006, p. 11). Donc, le populisme se distingue par une recherche systématique de la popularité politique afin de récolter un maximum de votes.

LE PROGRAMME OPTION-VIE

Ce programme a été mis sur pied en 1991, en collaboration avec un organisme communautaire de l'Ontario (Brathwaite, 2012). Ce programme vise à appuyer les délinquants purgeant de longues sentences. Plus précisément, la mission de ce programme est de « créer, au moyen de mécanismes d'interventions en établissement et en milieu résidentiel, une occasion de motiver les détenus et de tirer parti des ressources en place pour favoriser leur réinsertion graduelle et sous surveillance dans la société » (Service correctionnel du Canada (a), 2012). Brièvement, Option-Vie poursuit sa mission en 1) retournant dans les établissements pour travailler avec d'autres sentenciés à vie; 2) aidant les délinquants condamnés à vie à se réinsérer en étant une ressource et un modèle et; 3) rencontrant la communauté et les médias pour parler de leurs expériences et ainsi, mettre l'emphase sur la prévention (Brathwaite, 2012).

Ce programme est unique puisqu'il est maintenu par des intervenants accompagnateurs qui sont eux-mêmes d'anciens délinquants condamnés à perpétuité, ceux-ci ayant réussi leur réinsertion dans la communauté depuis au moins cinq ans (Service correctionnel du Canada (b), 2012). L'unicité de ce programme découle du fait que les intervenants accompagnateurs ont un vécu personnel qui leur permet de développer un lien privilégié avec le détenu et de lui offrir un soutien avantageux. En effet, tel que décrit Michel Dunn dans un article publié à l'été 2012 : « Ils [les employés du SCC] ont surtout constaté que nous avions un impact positif dans la vie des condamnés à perpétuité parce que, comme eux, nous avions commis l'irréparable... et comme ils le souhaitaient tous, nous avions réussi à retourner au sein de la société après avoir réglé nos problèmes et rétabli l'équilibre dans nos vies » (Dunn, 2012).

Coupure des fonds

Cependant, et bien que les effets positifs du programme Option-Vie ont été remarqués au fil des années, dans la foulée des coupures budgétaires en 2012, les subventions du programme Option-Vie ont cessé. En effet, tel que rapporté par Brathwaite (2012), « in 1998, the American Correctional Association recognized LifeLine as a "Program of Excellence" ». De plus, ce programme a été imité aux États-Unis (Colorado), au Royaume-Uni et en Irlande. Malgré tout, les subventions ont tout de même été coupées et donc, depuis la fin du mois d'août 2012, les délinquants purgeant de longues sentences n'ont plus accès aux services du Groupe Option-Vie à l'intérieur des murs.

QU'EN EST-IL DE L'ESPOIR?

La dépendance des détenus

En 2008, Bérard et Chantraine ont rassemblé une étude qu'ils ont effectuée sur le système pénitentiaire français dans un livre datant de 2008 et dans ce livre, ils ont retranscrit une pétition datée du 16 janvier 2006, signée par dix détenus condamnés à de longues peines de prison. Cette pétition commence par ceci « Nous, les emmurés vivants ». Cette expression, aussi sordide puisse-t-elle paraître, représente bien comment les délinquants condamnés à purger une sentence à perpétuité peuvent se sentir. L'institution carcérale prend en charge tous les besoins primaires de l'individu, soit la nourriture, les vêtements, le logis, et prend également en charge les activités de loisir, le sport, le travail, la formation, et tout cela réglé selon un horaire précis. Cette prise en charge place le délinquant dans un état de dépendance complet (Normandeau & Vauclair, 1986) et dû au long temps passé emprisonné, les effets de la prisonniérisation[6] décrits par Clemmer en 1940 sont inévitables (nouveau statut social, nouvelles habitudes de vie, environnement généralement hostile, la promiscuité, l'importance d'occuper un emploi et le rapport au temps qui passe trop lentement).

La difficulté à occuper un détenu sentencié à vie de façon constructive

Il va de soi que les effets négatifs et les privations de la vie en prison deviennent plus importantes pour un délinquant qui aura à passer de nombreuses années en prison (Bernard, 1992). De plus, il importe de comprendre qu'il est difficile pour les autorités correctionnelles d'occuper un détenu purgeant une sentence à vie de façon constructive et cela, pour de nombreuses années. Le délinquant sera donc transféré d'un établissement à l'autre et devra compléter les programmes qui lui seront recommandés, ce qui toutefois engendrera des difficultés importantes pour cette clientèle particulière. En effet, ces détenus feront face à des difficultés à se créer un réseau social, à maintenir les liens avec leur famille et ils seront également victimes du roulement de personnel, ce qui aura pour effet que ceux-ci seront « très réticents à vouloir établir une relation personnelle avec l'agent de traitement » (Normandeau & Vauclair, 1986, p. 76).

Où est l'espoir?

Pourquoi et comment ces détenus peuvent-ils s'adapter à l'univers carcéral et garder « espoir » d'un avenir futur ? Certains trouveront l'espoir en s'imaginant prendre la fuite, mais la plupart d'entre eux n'opteront pas pour cette option compte tenu de ce que cela implique (Marchetti, 2001). Outre les idées négatives pour parvenir à gérer leur quotidien telles que le suicide ou la prise de médicaments, les détenus peuvent trouver partiellement espoir, un espoir presque aveugle, dans les procédures d'appel. De plus, l'article 745.6 leur permettait d'espérer pouvoir obtenir une libération conditionnelle plus tôt en regard de leur bon comportement et de leur cheminement. Cet espoir leur a toutefois été enlevé en 2011 alors que pourtant, cette clause était peu utilisée. De plus, les intervenants d'Option-Vie, qui étaient pour eux un bon modèle de résilience, ne sont plus subventionnés par le gouvernement et ne pourront donc plus encourager et

[6] Par prisonniérisation, on entend le degré d'assimilation au milieu.

aider les détenus purgeant de longues sentences à devenir éventuellement des citoyens respectueux des lois.

En conclusion...

Alors qu'en Angleterre et en Australie, les moyennes de temps purgées par les détenus condamnés à de longues sentences sont de 14,4 et 14,75 ans respectivement, la moyenne au Canada se situe à 28,4 (Grant, 2001). Leur espoir d'être libérés un jour et de devenir des citoyens respectueux des lois a durement été ébranlé dans les dernières années et même s'ils ont fait un cheminement positif et qu'ils pourraient dorénavant contribuer à la société, ils passeront malgré tout de nombreuses années derrière les barreaux. Il sera donc de plus en plus difficile pour les détenus sentenciés à vie de ne pas se sentir dans un monde de « nightmare uncertaintie » (Sapsford, 1983, p. 19) et de conserver l'espoir de pouvoir enfin s'en sortir.●●

«The hardest thing is not knowing when. A date. If you had a date, then you could look for something» (Zehr, 1996, p. 97). This phrase, from an interview with a prisoner serving a sentence of life imprisonment, reflects the reality of this particular clientele. Indeed, an inmate sentenced to life will be under supervision for the duration of his natural life. Although he will be eligible for parole after a certain period of time, such a detainee can become frightened and demoralized because they have no way of knowing exactly when this will occur. This is all the more destabilizing when a lifer believes they have truly changed, yet has several more years to serve before reaching the parole eligibility date. This group of inmates once garnered hope from the possibilities of appeal, in the judicial review procedure and/or the success of LifeLine® in-reach workers; however, since 2011, judicial reviews of the ineligibility period under the faint hope clause for inmates serving life has been abolished and, in the wake of budget cuts, LifeLine® service funding has ceased. Due to these measures, lifers will have less hope to cling to than ever.

RÉFÉRENCES

Association canadienne de justice pénale (2012). « *Énoncé de principe : La clause de la dernière chance* ». Extrait du site web : http://www.ccja-acjp.ca/fr/ep/ep0003.html

Bernard, S. (1992). *Les effets de l'incarcération de longue durée*. Université Laval : Essai de maîtrise.

Bérard, J. & Chantraine, G. (2008). *80 000 détenus en 2017? Réforme et dérive de l'institution pénitentiaire*. Paris : Amsterdam.

Brathwaite, John. (2012). Lifeline -down but not out, *Justice Actualites Report*, 27, no 3, p.10-11.

Clemmer, D. (1940). *The prison community*, New York, Holt.

Dunn, Michel. (2012). Why Lifeline, *Justice Actualités Report*, 27, no 3, p.13-15.

Grant, I. « *Mandatory minimum sentences : law and policy. Rethinking the sentencing regime for murder* » dans Osgoode Hall L.J., vol. 39, 2001, p. 655-701.

Laforest, C. (1999). *Essai de maîtrise. La révision judiciaire du délai préalable à la libération conditionnelle des personnes déclarées coupables de meurtre : la pratique des avocats*. Montréal : Université de Montréal.

Lamalice, O. (2006). *Opinions publiques, incarcération et système pénal aux États-Unis : les influences de la classe politique et des médias*. Dans Lalande, P. & Lamalice, O. (2006) « La sévérité pénale à l'heure du populisme ». Extrait du site web de la Sécurité publique le 20 octobre 2012 : http://securitepublique.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/services_correctionnels/severite_penale/severite_penale.pdf

Marchetti, A-M. (2001). *Perpétuités : Le temps infini des longues peines*. Paris : Plon.

Ministère de la justice du Canada (2012). « Division de la recherche et de la statistique. Fiche d'information, art. 745.6 "clause de la dernière chance" ». Extrait du site web : http://dsp-psd.pwgsc.gc.ca/Collection/J2-291-2001F.pdf

Normandeau, A., & Vauclair, M. (1986). *Sociologie du milieu carcéral*, Montréal : Cahier 23 de l'École de criminologie.

Parlement du Canada. (2012). « Projet de loi S-6 ». Extrait du site web : http://www.parl.gc.ca/LEGISINFO/BillDetails.aspx?Mode=1&billId=4445038&Language=F

Pilon, M. (1993). *Admissibilité à la libération conditionnelle des personnes reconnues coupables de meurtre : révision judiciaire*, Ottawa : Service de recherche, Bibliothèque du Parlement.

Roberts, J. (1997). L'article 745 : Une question de compromis, *Actualités-Justice*, 12 (2), 4-5.

Service correctionnel du Canada (a). (2012). « Évaluation du rendement, Rapport d'évaluation : Programme Option-Vie ». Extrait du site web : http://www.csc-scc.gc.ca/text/pa/ev-ll/ev-ll-fra.pdf

Sapsford, R. (1983). *Life sentence prisoners. Reaction, response and change*. England : Open University Press.

Service correctionnel du Canada (b). (2012). « Faits en bref, Service Option-Vie ». Extrait du site web : http://csc-scc.gc.ca/text/pblct/qf/22-fra.shtml

Thiffault, N. (2001). Essai de maîtrise. *Étude de la norme pénale : Analyse socio-politique du processus de transformation de l'article 745 du Code criminel : la révision judiciaire*. Montréal : Université de Montréal.

Zehr, H. (1996). *Doing life : reflections of men and women serving life sentences*. Intercourse, PA : Good Books.

THE STUDENT SPACE
L'ESPACE ÉTUDIANT

NEXT DEADLINES FOR ARTICLES SUBMISSION

PROCHAINES DATES DE TOMBÉE POUR LA SOUMISSION D'UN ARTICLE

SUMMER-ÉTÉ 2013
JULY 8 JUILLET

FALL-AUTOMNE 2013
SEPTEMBER 2 SEPTEMBRE

BASIC FACTS IN FEDERAL CORRECTIONS

BY IRVING KULIK, Executive Director of CCJA

Canada's incarceration rate is 117/100,000 adults and youth, while the United States' is 762/100,000 and France's is 91/100,000.

- ***The Corrections and Conditional Release Act (CCRA)*** has been in force since1992 and was amended in 2012. The **CCRA outlines the responsibilities of the Correctional Service of Canada (CSC)**, the **Parole Board of Canada (PBC)** and the **Correctional Investigator.**
- The fundamental principle underlying the CCRA and governing the CSC and PBC is that long-term safety is best ensured by the safe, gradual return of offenders to the community, albeit with conditions and under supervision as the protection of society is paramount.
  - CSC and the PBC fall under the Minister of Public Safety Canada.
  - Public Safety is Canada's lead department for public safety.
  - As Ombudsman, the Correctional Investigator is independent of the Correctional Service and the Minister of Public Safety.

The **Correctional Service of Canada (CSC)**, as part of the criminal justice system and respecting the rule of law, contributes to public safety by actively encouraging and assisting offenders to become law-abiding citizens, while exercising reasonable, safe, secure and humane control.

- In Canada all offenders sentenced to 2 years or more become the responsibility of CSC, while those sentenced to less than 2 years under the jurisdiction of the province/territory where convicted.
- The Correctional Service of Canada offers treatment and education programs for offenders. As well, educational resources for students and teachers are made available: For firsthand accounts of CSC operations, you can watch a video, or access the text transcript, at http://www.csc-scc.gc.ca/index-eng.shtml.
- CSC's budget in 2012-13 >$3B;

The CSC has

- 20,278 staff members, of whom 7.5% are Aboriginal;
- 57 institutions, 16 community correctional centres, 71 parole offices and 9 Aboriginal healing lodges;
- 14,221 inmates in institutions as of March 31, 2011, plus 8,642 offenders under community supervision; women comprise 4% and 6% respectively; in addition:
  - 90% of offenders have a previous youth or adult conviction, 80% have histories of substance abuse, 67% committed violent offences and there are serious mental health disorders among 13% of male and 29% of female populations upon admission;
  - 1 in 6 males and 1 in 10 females have gang affiliations;
  - 18% of the incarcerated offender population is age 50 or over;
  - 60% serving short 4 sentences of 4 years or less; 22.5% serving life or indeterminate sentences;
  - Average cost of keeping an inmate incarcerated is $113,974 (2009-10);
  - Average cost of maintaining an offender in the community is $29,537 (2009-10);
  - As of April 2011, 18.5% of the Federal offender population is Aboriginal;
  - Aboriginals represent 21.5% of the federally incarcerated and 13.6% of the community population; but Aboriginal adults represent approximately 4% of the Canadian adult population.

The **Parole Board of Canada (PBC)**, as part of the criminal justice system, makes independent, quality conditional release and record suspension decisions and clemency recommendations. The Board contributes to the protection of society by facilitating as appropriate, the timely reintegration of offenders as law-abiding citizens.

View the facts about Parole, Record suspensions and Victims services at http://pbc-clcc.gc.ca/index-eng.shtml

- Average PBC grant rates in 2010-11:
  - Day parole (DP): 62%
  - Full parole (FP): 39.5%
  - Aboriginal grant rate: 53.4% for Day Parole; 24.8% for Full Parole
  - Offenders released on parole serve an average 31.5% of their sentence prior to DP and 37.8% prior to FP.
- Eligibility for **Conditional Release**:
  - Conditional release eligibility periods are set by law in either the Criminal Code or the CCRA;
  - Eligibility does not mean release; it is a review date;
  - Every offender is eligible for review by law;
  - The protection of society is paramount;
  - Conditional release provides a gradual and supervised release with conditions attached;
  - The PBC must review all available information about the offender, the offence and the community;
  - Decisions are based on risk assessment of each case while considering behaviour inthe past, the present and the probable future; both actuarial and analytical tools are used;
  - Information is shared with the offender as well as reasons for decision and access to appeal;
  - Usually the offender must serve the first third, or the first 7 years, whichever is less, of any sentence of imprisonment before being eligible for full parole;
  - Federal offenders generally become eligible for day parole 6 months before their full parole eligibility date;
  - Parole eligibility for lifers is set by law or by the court as follows:
    - 1st degree murder: 25 years
    - 2nd degree murder: 10-25 years (determined by the judge after recommendation from jury)
    - Lifers on parole are under supervision for life;
    - Parole can be revoked at any time for breach of conditions; the offender can be returned to penitentiary, but can re-apply for parole later;
    - Offenders serving life sentences are eligible for day parole three years before their full parole eligibility date.

- **Release types: Temporary Absence (escorted and unescorted); Work Release; Day Parole and Full parole:**
  - Statutory Release ;Law requires that offenders be released with supervision after serving two-thirds of their sentence;
  - Statutory release is not a decision made by the PBC;
  - Statutory release does not apply to offenders serving a life or indeterminate sentence.
  - Exceptionally, "Detention" allows the PBC to detain offenders at their statutory release date upon referral from CSC if it is believed that the offender is likely to commit an offence causing serious harm or death prior to the expiry of his/her sentence;
  - Detention ends at the Warrant Expiry Date, the date the criminal sentence, as imposed by the court at the time of sentencing, officially ends
  - 252 cases reviewed in 2010-11: 94.4% detained.

- **Standard Parole Conditions**
  - Every offender on conditional release must:
    - Live only in a community approved by the parole supervisor;
    - Report to the parole supervisor as instructed;
    - Obey the law and keep the peace;
    - Always carry the release certificate and the identity card and produce them on request to any peace or parole officer;
    - Not own, possess or control a weapon, as defined in the Criminal Code, except as authorized by the parole supervisor;
    - Inform the parole supervisor of any change that may affect the offender's ability to respect the conditions of release.

- **Special Parole Conditions**
  - If considered necessary, the PBC may impose additional conditions to assist the offender, control behaviour and further reduce risk; these may include curfews, restrictions on movement, agreement to counseling, prohibitions on drinking, and prohibitions on associating with certain people (such as children or former victims).
  - CSC can refer Statutory Release cases to the Parole Board for detention until the end of the sentence. The Board may, in specific cases where the legal criteria are met, order these offenders to be detained in prison until the end of their sentence.

- **Parole Results in 2010-11:**
  - The majority of releases are successfully completed
  - Day Parole: 89.1%, up from 86.1%
  - Full Parole: 75.2%, up from 73.9%
  - Statutory Release: 62.4%, up from 61.1%
  - In all categories of conditional release, the rate of reconviction for violent offences has declined since 1997-98

- **The "Faint Hope Clause" (Section 745 of the Criminal Code)**
  - Lifers convicted of 1st or 2nd degree murder prior to March 2012 may apply for judicial review after serving 15 years: the application is first screened on paper by a judge; if judge

determines merit, the application is then heard by a judge and jury; not a PBC decision;

- Jury decides two things: If parole eligibility date should be earlier (decision must be unanimous) and how much earlier?
- If successful, the offender can then apply to the PBC who decides whether to grant parole or not.
- Reviews began in 1987:
  - Eligible to Apply as of April 10, 2011——1524
    ...had served at least 15 years past arrest date
  - Court Decisions made——185
  - Reductions granted by the Courts——147
  - Parole Granted by PBC——135
- Legislative changes have impacted life sentences in the following fashion:

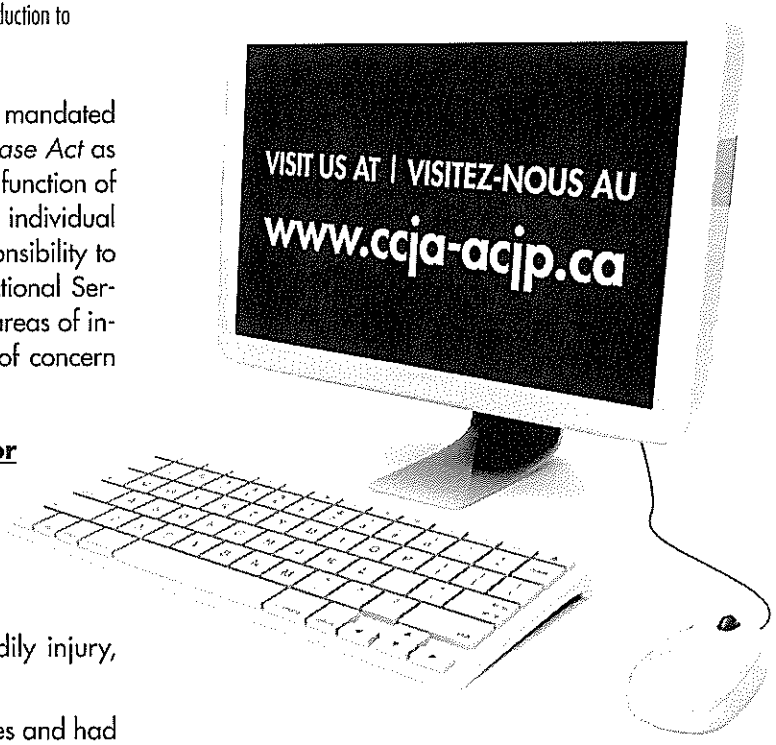
  Effective as of December 2, 2011,

  - 745.51 — Multiple murders – Judge may impose consecutive parole ineligibility periods.
  - 745.6(2) — Lifers have only 90 days after 15 years to apply for reduction of ineligibility; thereafter 90 days 5 years later; and then wait till 25 years for parole eligibility.

  Effective as of March, 2012 (Bill S-6)

  - 745.6 — "Faint Hope Clause" no longer applies for any individual newly sentenced, thus not eligible for reduction to 15 years.

The Correctional Investigator of Canada is mandated by Part III of the *Corrections and Conditional Release Act* as an Ombudsman for federal offenders. The primary function of the Office is to investigate and bring resolution to individual offender complaints. The Office as well has a responsibility to review and make recommendations on the Correctional Service's policies and procedures associated with the areas of individual complaints to ensure that systemic areas of concern are identified and appropriately addressed.



The Office of the Correctional Investigator

- Responded to 5,789 complaints in 2011-12;
- Conducted 814 use of force reviews;
- Reviewed 27 cases of inmate deaths;
- Reviewed 113 incidents involving serious bodily injury, including self-harm;
- The Office is empowered with broad authorities and had an average of 30 full-time employees in 2011-12.

QUELQUES DONNÉES FACTUELLES AU SUJET DES SERVICES CORRECTIONNELS FÉDÉRAUX

PAR IRVING KULIK, Directeur général, ACJP

Le taux d'incarcération au Canada est 117 pour 100 000 adultes et adolescents. Il se situe à 762 pour 100 000 aux États-Unis et à 91 pour 100 000 en France.

- La *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* (LSCMLSC) est entrée en vigueur en 1992 et a été modifiée en 2012. Cette Loi énonce les responsabilités du **Service correctionnel du Canada (SCC)**, de la **Commission des libérations conditionnelles du Canada (CLCC)** et de **l'enquêteur correctionnel.**
- Un principe fondamental sous-tend la LSCMLSC et régit le SCC et la CLCC: la protection à long terme de la société est le critère prépondérant et le meilleur moyen d'y parvenir consiste à assurer la mise en liberté graduelle des délinquants dans la collectivité, tout en les soumettant à certaines conditions et à une surveillance.
  - Le SCC et la CLCC relèvent du ministère de la Sécurité publique du Canada.
  - Sécurité publique Canada est le ministère responsable de la sécurité publique.
  - En qualité d'ombudsman, l'enquêteur correctionnel est indépendant du Service correctionnel du Canada et du ministre de la Sécurité publique.

Le Service correctionnel du Canada (SCS), en tant que composante du système de justice pénale et dans la reconnaissance de la primauté du droit, contribue à la sécurité publique en incitant activement et en aidant les délinquants à devenir des citoyens respectueux des lois, tout en exerçant sur eux un contrôle raisonnable, sûr, sécuritaire et humain.

- Au Canada, tous les délinquants condamnés à purger une peine de 2 ans ou plus relèvent de la compétence du SCC, alors que ceux condamnés à une peine de moins de deux ans relèvent de la compétence de la province ou du territoire où ils ont été condamnés.
- Le Service correctionnel du Canada offre des programmes de traitement et d'éducation à l'intention des délinquants. Des ressources pédagogiques sont également mises à la disposition des étudiants et des enseignants: pour des comptes rendus de première main des opérations du SCC, vous pouvez visionner une vidéo ou accéder à des audioscripts en consultant le site http://www.csc-scc.gc.ca/ressources-pedagogiques/index-fra.shtml.
- Le budget du SCC pour 2012-2013 se chiffrait à 3 milliards de dollars.

Le SCC compte:

- 20 278 employés, dont 7,5% sont autochtones;
- 57 établissements, 16 centres correctionnels communautaires, 71 bureaux de libération conditionnelle et 9 loges de guérison autochtones;
- 14 221 détenus en établissement au 31 mars 2011, en plus de 8 642 délinquants sous surveillance dans la collectivité; les femmes constituent respectivement 4% et 6% de ces nombres. En outre:
  - 90% des délinquants ont déjà fait l'objet d'une condamnation devant un tribunal pour jeunes contrevenants ou pour adultes; 80% ont un historique de consommation d'alcool ou d'autres drogues; 67% ont commis un crime avec violence; 13% des hommes et 29% des femmes souffrent de troubles mentaux graves au moment d'être admis;
  - 1 homme sur 6 et 1 femme sur 10 sont affiliés à un gang;
  - 18% de la population carcérale est âgée de 50 ans ou plus;
  - 60% purgent de courtes peines de 4 ans et moins; 22,5% purgent des peines à perpétuité ou indéterminées;
  - le coût moyen d'incarcération d'un détenu se chiffre à 113 974 $ par année (2009-2010);
  - le coût moyen du maintien d'un délinquant dans la collectivité se chiffre à 29 537 $ par année (2009-2010);
  - au 1er avril 2011, 18,5% de la population carcérale était constituée d'Autochtones;
  - les Autochtones constituent 25,5% de la population carcérale fédérale et 16,6% de la population fédérale purgeant une peine

dans la collectivité, alors que les Autochtones adultes ne représentent que quelque 4 % de la population adulte au Canada.

La Commission des libérations conditionnelles du Canada (CLCC), en tant que partie intégrante du système de justice pénale prend en toute indépendance des décisions judicieuses sur la libération conditionnelle et la suspension du casier et formule des recommandations en matière de clémence. La Commission contribue à la protection de la société en favorisant la réintégration en temps opportun des délinquants comme citoyens respectueux des lois.

Prenez connaissance des faits à propos de la libération conditionnelle, de la suspension du casier et des services aux victimes en consultant le site http://pbc-clcc.gc.ca/index-fra.shtml.

- Taux moyens d'octroi d'une libération conditionnelle par la CLCC en 2010-2011 :
  - semi-liberté : 62 %
  - libération conditionnelle totale : 39,5 %
  - aux applicables aux Autochtones - semi-liberté : 53.4 % ; libération conditionnelle totale : 24,8 %
  - les détenus purgent en moyenne 31,5 % de leur peine avant d'obtenir une semi-liberté et 37,8 % avant d'obtenir une libération conditionnelle totale.
- Admissibilité à la **mise en liberté sous condition :**
  - les dates d'admissibilité à une mise en liberté sous condition sont fixées par la loi, soit le Code criminel ou la LSCMLSC ;
  - admissibilité ne signifie pas mise en liberté ; il s'agit d'une date d'examen ;
  - en vertu des lois, tout délinquant est admissible à un examen en vue d'une mise en liberté ;
  - la protection de la société est le critère prépondérant ;
  - la mise en liberté sous condition correspond à une mise en liberté graduelle et sous surveillance, assortie de conditions ;
  - la CLCC doit examiner toutes les informations disponibles afférentes au délinquant, au crime commis et à la collectivité ;
  - les décisions sont fondées sur une évaluation du risque dans chaque cas, tout en tenant compte des circonstances passées, présentes et futures probables ; on s'appuie à la fois sur des outils actuariels et analytiques ;
  - les informations sont communiquées au délinquant, de même que les motifs de décision et les procédures d'appel ;
  - en règle générale, un délinquant doit purger le moindre du tiers de toute peine d'emprisonnement, ou sept ans, avant d'être admissible à une libération conditionnelle totale ;
  - les détenus relevant de la compétence du fédéral deviennent admissibles à une semi-liberté six mois avant leur date d'admissibilité à une libération conditionnelle totale ;
  - dans le cas des détenus purgeant une peine à perpétuité, la date d'admissibilité est fixée par la loi ou par le tribunal :
    - pour un meurtre au premier degré : 25 ans
    - pour un meurtre au deuxième degré : 10-25 ans (établi par la cour sur recommandation d'un jury)
  - les condamnés à perpétuité jouissant d'une libération conditionnelle sont assujettis à une surveillance à vie ;
  - une libération conditionnelle peut être révoquée à tout moment suite au non-respect de conditions ; le libéré conditionnel peut alors être renvoyé au pénitencier d'où il pourra présenter une autre demande de libération conditionnelle à une date ultérieure ;
  - les détenus purgeant une peine à perpétuité sont admissibles à une semi-liberté trois ans avant leur date d'admissibilité à une libération conditionnelle totale.
- **Types de mises en liberté : permissions de sortir (avec ou sans escorte) ; les placements à l'extérieur ; la semi-liberté et la libération conditionnelle totale :**
  - la libération d'office : la loi prévoit qu'un détenu soit libéré après avoir purgé les deux-tiers de sa peine ;
  - la libération d'office ne dépend pas d'une décision de la CLCC ;
  - la libération d'office ne s'applique pas aux détenus purgeant une peine à perpétuité ou une peine d'une durée indéterminée ;
  - la CLCC peut exceptionnellement maintenir un détenu en incarcération à sa date de libération d'office si, suite au renvoi du dossier par le SCC, il existe des motifs raisonnables de croire qu'un délinquant commettra, s'il est mis en liberté avant l'expiration légale de sa peine, une infraction causant la mort ou un dommage grave à une autre personne ;
  - le maintien en incarcération prend fin à la date d'expiration du mandat, soit la date où prend officiellement fin la peine imposée par la cour au moment de la détermination de la peine ;
  - 252 cas ont fait l'objet d'un examen en 2010-2011 : 94,4 % se sont soldés par un maintien en incarcération.
- **Conditions de libération conditionnelle de base**
  - Tout détenu jouissant d'une libération conditionnelle doit :
    - vivre dans un endroit autorisé par son surveillant de libération conditionnelle ;
    - se rapporter à son surveillant tel qu'il lui est prescrit de le faire ;
    - se conformer aux lois et garder la paix ;
    - toujours être en possession de son certificat de mise en liberté et d'une pièce d'identité et les présenter sur demande à tout agent de la paix ou agent de libération conditionnelle ;

- ne pas posséder d'arme à feu ou en avoir le contrôle, au sens du Code criminel, sauf avec l'autorisation de son surveillant de libération conditionnelle ;
- informer son surveillant de libération conditionnelle de tout changement pouvant avoir une incidence sur la capacité du libéré conditionnelle de respecter ses conditions de mise en liberté.

■ Conditions spéciales

- La Commission des libérations conditionnelles peut également imposer au délinquant toute condition spéciale qu'elle juge raisonnable et nécessaire pour l'aider, pour contrôler son comportement et mieux contrôler le risque qu'il présente. Ces conditions peuvent comprendre un couvre-feu; un contrôle de ses déplacements ; une entente visant sa participation à une relation thérapeutique ; une interdiction de consommer de l'alcool ; l'interdiction de fréquenter certaines personnes (tels des enfants ou d'anciennes victimes).
- Le SCC peut renvoyer un cas de libération d'office à la Commission des libérations conditionnelles tant que le détenu n'a pas complété sa peine. Dans des cas particuliers où les critères juridiques ont été respectés, la Commission peut ordonner que le détenu soit maintenu en incarcération jusqu'à la fin de sa peine.

■ Résultats des mises en liberté en 2010-2011 :

- La majorité des mises en liberté ont été une réussite
- semi-liberté : taux de réussite de 89,1 %, une amélioration par rapport à 86,1 %
- libération conditionnelle totale : taux de réussite de 75,2 %, une amélioration par rapport à 73,9 %
- libération d'office : taux de réussite de 62,4 %, une amélioration par rapport à 61,1 %
- le taux des nouvelles condamnations pour un crime avec violence a connu une baisse depuis 1997-1998 dans toutes les catégories de mise en liberté sous condition

■ La « clause de la dernière chance » (article 745 du *Code criminel*)

- Une personne ayant été condamnée pour un meurtre au 1er ou au 2e degré avant mars 2012 peut demander une révision de sa période d'inadmissibilité préalable à sa libération conditionnelle, après avoir purgé au moins 15 ans de sa peine. Cette demande fait d'abord l'objet d'un examen sur dossier par un juge et, si ce juge en établit le mérite, elle est subséquemment entendue par un juge et un jury ; il ne s'agit pas d'une décision de la CLCC.
- Le jury doit décider de deux choses : si la date d'admissibilité à la libération conditionnelle doit être devancée (cette décision doit être unanime) et, le cas échéant, de combien d'années.
- Si la décision est favorable au détenu, celui-ci pourra alors présenter une demande à la CLCC à qui il incombera de décider d'accorder ou non une libération conditionnelle
- Les révisions judiciaires ont commencé en 1987 :
  - Au 10 avril 2011, 1524 étaient admissibles à demander une révision judiciaire, après avoir purgé au moins 15 ans de leur peine
  - 185 décisions ont été rendues par la cour
  - 147 périodes d'inadmissibilité ont été réduites
  - 135 libérations conditionnelles ont été accordées par la CLCC
- Certaines modifications législatives ont affecté les peines à perpétuité de la manière suivante :
  - Depuis le 2 décembre 2011,
  - en vertu de l'art. 745.51, un juge peut, dans le cas de meurtres multiples, ordonner que les périodes d'inadmissibilité à la libération conditionnelle pour chaque condamnation pour meurtre soient purgées consécutivement.
  - En vertu de l'art. 745.6 (2.1), un condamné à perpétuité doit présenter une demande de réduction de sa période d'inadmissibilité dans les 90 jours après avoir purgé 15 ans de sa peine ; et cinq ans par la suite, puis attendre 25 ans avant d'atteindre sa date d'admissibilité à une libération conditionnelle.
- Depuis le 2 mars 2012 (projet de loi S-6)
  - L'art.745.6 – la clause de la dernière chance ne s'applique plus aux personnes nouvellement condamnées qui ne sont donc plus admissibles à une réduction à 15 ans de la période d'inadmissibilité.

L'enquêteur correctionnel est chargé, en vertu de la Partie III de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, d'agir comme ombudsman pour les délinquants sous responsabilité fédérale. Sa fonction première consiste à faire enquête et à s'assurer qu'on donne suite aux plaintes des délinquants. Il a également l'obligation d'examiner les politiques et les pratiques du SCC donnant lieu aux plaintes afin de cerner les carences systémiques et d'y porter remède ; il doit également faire des recommandations en ce sens.

En 2011-2012, le **Bureau de l'enquêteur correctionnel (BEC)**

- a répondu à 5 789 plaintes
- a mené 814 examens portant sur le recours à la force
- a examiné 27 cas liés au décès d'un détenu
- a examiné 113 incidents impliquant des sévices corporels graves, incluant des cas d'automutilation
- Le BEC est investi de vastes pouvoirs et comptait une trentaine d'employés à plein temps en 2011-2012

2013 EDITION / ÉDITION 2013

DIRECTORY OF JUSTICE SERVICES
RÉPERTOIRE DES SERVICES DE JUSTICE

(ISSN: 0225-4115)

The Canadian Criminal Justice Association publishes the Directory of Justice Services on an annual basis. There is no other book like it in Canada. It provides complete addresses, telephone and fax numbers, e-mail and web page addresses, and names of persons responsible for most justice services in Canada: police commissions, RCMP divisions, legal aid services, crime compensation boards, ombudsmen, courts, parole boards, correctional services for juveniles and adults, prisoner aid agencies, court workers, voluntary organizations, etc.

Ce livre est publié annuellement par l'Association canadienne de justice pénale et contient les adresses, les numéros de téléphone et de télécopieur, les adresses de courriels et de page web, ainsi que les noms des personnes responsables de la majorité des services de justice au Canada : divisions de la GRC, commissions des droits de la personne, services d'aide juridique, académies de police, protecteurs du citoyen, tribunaux, commission des libérations conditionnelles, services correctionnels (jeunes/adultes), aide aux prisonniers, auxiliaires de justice, organismes bénévoles, etc.

Price

CCJA members:
$30 + $5 per copy for postage & handling + applicable taxes

Non CCJA members:
$35 + $5 per copy for postage & handling + applicable taxes

Foreign:
$35 + $7 per copy for postage & handling

Prix

Membres de l'ACJP :
30$ + 5$ par exemplaire pour poste/manutention + taxes s'il y a lieu

Non-membres de l'ACJP :
35$ + 5$ par exemplaire pour poste/manutention + taxes s'il y a lieu

À l'extérieur du Canada :

35$ + 7$ par exemplaire pour poste/manutention

For secure on-line orders: www.ccja-acjp.ca/en/directory-services.html
Pour commandes en ligne sécurisées : www.ccja-acjp.ca/fr/services-justice.html

Please send me _____ copy(ies) of the directory. / Veuillez me faire parvenir _____ exemplaire(s) du répertoire. I have enclosed the sum of $_____ based on rates listed above. / J'ai joint la somme requise de _____$ en fonction des prix indiqués ci-dessus.
HST/TVH # 11883 0660 RT0001

All orders must be prepaid – Payment can be made:
Toutes les commandes doivent être prépayées - Vous pouvez payer :

☐ **by cheque to / par chèque, payable à :** CANADIAN CRIMINAL JUSTICE ASSOCIATION/
ASSOCIATION CANADIENNE DE JUSTICE PÉNALE
101 – 320 av. Parkdale Ave., Ottawa, Ontario, Canada, K1Y 4X9
Telephone / Téléphone : 613-725-3715 - Fax / Télécopieur : 613-725-3720
E-mail / Courriel : ccja-acjp@rogers.com - Internet: www.ccja-acjp.ca

☐ **or by credit card / ou par carte de crédit :**

☐ **VISA** ☐ **MASTERCARD** ☐ **AMERICAN EXPRESS**

_____
(Card No./N° de carte) (Expiry Date/Date d'expiration)

_____
(Name as it appears on the card/Nom apparaissant sur la carte) – **Please print/En lettres moulées svp**

Name/Nom _____

Address/Adresse _____

City/Ville _____ Province/State _____ Country/Pays _____

Postal Code postal/Zip Code _____ Tel./Tél. _____

COMING EVENTS
PROCHAINS ÉVÉNEMENTS

(Published in the language submitted / Publiés dans la langue dans laquelle ils sont soumis)

SAVE THE DATE! • INSCRIVEZ LA DATE À VOTRE CALENDRIER!

MAY 19 - 22, 2013 **2013 INTERNATIONAL CONFERENCE - ASSOCIATION OF PAROLING AUTHORITIES INTERNATIONAL (APAI)**

CONFÉRENCE INTERNATIONALE - APAI 2013

THEME: *Parole: Diverse Paths to a Common Goal*

THÈME: *La libération conditionnelle : divers cheminements vers un but commun*
(Veuillez noter que l'anglais sera la seule langue utilisée à Providence)

PLACE: Providence, Rhode Island, USA
ENDROIT: Providence, Rhode Island, États-Unis

INFORMATION: Collette Renée, colletterenee@hotmail.com and/et Keith Hardison, Chief Administrative Officer, APAI, keith@apaintl.org

JULY 8 - 11, 2013 **2ND INTERNATIONAL INDIGENOUS VOICES IN SOCIAL WORK CONFERENCE**

THEME: *Indigenous Knowledges: Resurgence, implementation and collaboration*

PLACE: Winnipeg, Manitoba, Canada

INFORMATION: http://www.iivsw2013.com/

ONLINE COURSE (MARGOT VAN SLUYTMAN): SAWBONNA AND RESTORATIVE JUSTICE

FOR: Practitioners and Students of Restorative Justice, Mediation, Conflict Resolution

THEME: How to engage in what and how "justness" means by expanding the restorative justice dialectic. You will be taught how to navigate with your own beliefs, prejudices, and wisdom in order to mentor and facilitate those with whom and for whom you work.

TIME-FRAME: Six Weeks. All materials provided.

COST: $750.00 CAD

INFO: https://www.paypal.com/cgi-bin/webscr?cmd=_s-xclick&hosted_button_id=BX4UNQD449ACC

NOTICE • • AVIS

Please send notices about your events to **ccja-acjp@rogers.com** so we may add them to the list of Coming Events.

Veuillez envoyer les annonces pour vos événements au **ccja-acjp@rogers.com** nous permettant ainsi de les inscrire dans la liste des «Prochains événements».

Canadian Criminal Justice Association
Association canadienne de justice pénale

British Columbia Criminal Justice Association
Association de justice pénale de la Colombie-Britannique

34th Canadian Congress on Criminal Justice

2013

Congrès canadien de justice pénale 34e

21st Century Justice: The Economics of Public Safety

La justice du 21e siècle : Les aspects économiques de la sécurité publique

HYATT REGENCY VANCOUVER BRITISH COLUMBIA | COLOMBIE-BRITANNIQUE

OCTOBER 2 - 5 OCTOBRE 2013

Visit our website at **ccja-acjp.ca** for:

- Preliminary Program
- Registration
- Hotel Reservations

Visitez notre site web au **ccja-acjp.ca** pour :

- Programme préliminaire
- Inscription
- Réservations de chambre